

Affaire Novosti :

L'INTOXE FÉDÉRALE

Monsieur Friedrich ne fait pas de détail : à peine élu au Département fédéral de Justice et Police, il monte une grossière provocation policière dans le plus pur style de la guerre froide.

La fermeture de l'agence Novosti de Berne repose en effet sur un seul argument : l'agence aurait "utilisé" deux Suisses, membres du Parti du travail (PdT), pour s'ingérer dans les affaires helvétiques permettant "au service secret de demeurer à l'arrière-plan". Mais à ces deux Suisses, aucun délit n'est reproché, "il n'est pas sûr du reste qu'ils puissent être poursuivis d'une quelconque manière" (*Journal de Genève*, 30 avril 1983). Et pour cause : ils ont le droit, comme tout citoyen, de rédiger un appel pour la paix, des tracts ou de participer à des manifestations ! N'empêche que le Conseil fédéral ose écrire que, par leur intermédiaire, Novosti aurait poussé des jeunes "vers la criminalité"...

L'accusation "d'influence idéologique" ne tient pas plus debout. Il suffit à Friedrich que deux membres du PdT défendent leurs opinions et soient employés par l'agence pour que tout ne soit que manœuvre d'espionnage. Et dire que le Conseil fédéral a le culot d'ajouter qu'il s'oppose "avec détermination" à toute ingérence étrangère, d'où qu'elle vienne. Quand l'ambassade des USA organise, chaque 4 juillet à Genève, la fête nationale américaine à grand renfort de mobilisation de la jeunesse helvétique, ce n'est pas une "campagne idéologique" ? Quand les pilotes israéliens entraînent en Suisse les pilotes helvétiques de Mirage, ce n'est pas une "ingérence dans la défense nationale" ?

Mais il y a plus grave. Porté maintenant, plus d'un an après la manifestation pacifiste de 40 000 personnes à Berne, le coup contre l'agence Novosti ressemble étrangement à une cabale "téléguidée de l'étranger". Depuis le début de cette année, 72 diplomates et journalistes soviétiques ont été expulsés d'Espagne, d'Italie, de France, d'Angleterre, des USA, d'Australie, d'Indonésie, du Japon et de Hong Kong. Il n'y avait eu que 49 cas sur toute l'année 1982 et 27 en 1981. Qu'on ne vienne pas dire qu'un afflux soudain d'espions l'expliquerait, surtout sur des preuves aussi futiles. Trop pressé d'écarter l'hypothèse de la coïncidence, J.-S. Eggly vend la mèche : "Que des échanges d'informations aient eu lieu entre services de sécurité de ces pays, voilà qui nous paraît plus que probable" (*Journal de Genève*, 30 avril 1983).

Alors pourquoi cette "chasse aux espions" ? Le Conseil fédéral l'a montré : pour intimider et diviser le mouvement pacifiste à quelques mois du délai d'installation des *Cruise* et *Pershing* en le faisant passer pour un troupeau de moutons téléguidés par Moscou. Et pour contrer les réactions antimilitaristes qui s'opposent au durcissement de la discipline militaire et au plus copieux budget militaire voté depuis la guerre.

La conclusion est claire : qui intoxique le "brave peuple suisse" ? L'agence Novosti ? Ridicule. Pas une information d'URSS qui ne soit, quasi spontanément, mise en doute par les médias et l'opinion publique en général. L'intoxe vient d'ailleurs : de Friedrich lui-même et du Conseil fédéral in corpore, socialistes compris, qui l'appuie !

la brèche

organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)

section suisse de la IV^e Internationale



AFFAIRE NOVOSTI :

Friedrich ~

la ~ guerre

~ froide a

frappé !

POLOGNE :

SOLIDARNOSĆ

COMBAT

ET DÉBAT

Solidarité active avec le Nicaragua

Le secrétariat d'Amérique centrale organise deux brigades suisses de travail volontaire au Nicaragua; l'une au mois d'août et l'autre en septembre, d'une durée de quatre semaines chacune. L'objectif est de permettre à ceux et celles qui soutiennent la révolution sandiniste de participer activement à un projet concret de solidarité avec le peuple nicaraguayen. La brigade est ouverte à toute personne (suisse ou étrangère) sachant parler un peu l'espagnol. La prochaine réunion des brigadistes au niveau national aura lieu le 4 juin à 9h.45 à Berne au Centre évangélique, 5, Pavillonweg.

Contact au niveau national : **Secrétariat d'Amérique centrale**, 106, Baslerstrasse, 8048 Zurich; tél. : 01 / 493 18 40.
Contact à Genève : tél. 022 / 35 11 83.

"TOUT-VA-BIEN" - tôt finir ?

Depuis le 8 avril, l'hebdomadaire de contre-information Tout-Va-Bien (TVB) a interrompu sa parution. La situation financière du journal ne permettait plus de poursuivre sa parution. A cela deux raisons : d'une part les coûts de la nouvelle formule et d'autre part un taux de réabonnement insuffisant (moins de 65 o/o).

La disparition de cet hebdomadaire ferait évidemment des heureux du côté de l'Hebdo, dont la clientèle recoupe en partie celle de TVB. Elle serait le symptôme d'un phénomène inquiétant, que les militants actifs constatent souvent : sous les coups de la crise, sous l'effet de campagnes anti-ouvrières plus ou moins subtiles, des pans d'anciens oppositionnels à un titre ou à un autre, choisissent la résignation et l'intégration. Quitte à balancer par-dessus bord leur dernier "projet politique", celui d'être un lecteur régulier de TVB.

Alors, si vous vous êtes déjà réabonnés à La Brèche, si vous estimez que la disparition de Tout-Va-Bien ferait la partie trop belle à la presse bourgeoise, abonnez-vous ou réabonnez-vous à TVB : ils cherchent en effet 1 500 abonnements supplémentaires jusqu'à fin mai si possible.

Congrès cantonal du PSV

380 délégués, représentant 52 sections, ont participé au dernier congrès cantonal du Parti socialiste vaudois (PSV), chargé d'élire sa direction et les candidats aux élections nationales.

Présentant le véritable rapport politique du congrès, Daniel Schmutz, conseiller d'Etat et candidat au Conseil des Etats, s'en est pris sévèrement à la droite bourgeoise et à son offensive. A se demander comment il pouvait encore collaborer quasi quotidiennement avec de pareils partenaires... Il s'est aussi prononcé pour une diminution du temps de travail et pour l'abaissement de l'âge de la retraite. Relevons qu'il préfère parler de "promotion des emplois" plutôt que de "défense de l'emploi". La nuance est de taille et annonce certainement les replis tactiques que les notables du PSV préparent pour après les élections nationales. Jusqu'alors, il sera peut-être payant de parler haut et fort.

Notons enfin que les militants du PSO présents à l'entrée du congrès ont vendu plus de 40 exemplaires de *La Brèche* et distribué massivement la brochure de la section vaudoise du PSO *Quelle riposte à la crise ?*, réponse aux propositions du Comité directeur du PSV.

Yverdon :

Pour la défense des chômeurs

Après plusieurs séances d'information ouvertes aux chômeurs et sa participation active à l'assemblée publique organisée par le Comité de défense de l'emploi (MPF - POP - PSO-Yverdon), le MPF a annoncé le lancement d'une pétition pour la défense des chômeurs lors de sa conférence de presse du lundi 18 avril 1983.

Cette pétition, adressée à la Municipalité et au Conseil d'Etat, demande :

1. Le paiement d'une indemnité journalière dès le 1er jour, en cas de maladie, d'accident ou d'accouchement pour tous les chômeurs et chômeuses.
2. Le paiement d'office des subsides pour l'assurance maladie et accident ainsi que le paiement des allocations familiales.
3. La prolongation de la durée des indemnités journalières, l'augmentation de l'indemnisation à 100 o/o pour les bas revenus, le versement de l'indemnité de chômage à date fixe.
4. La révision de la taxation fiscale et un moratoire de la dette fiscale durant la période de chômage.

5. La création de moyens efficaces pour aider la recherche de travail, la suppression des signatures comme preuves de recherche d'emplois.

6. La réduction de l'obligation de timbrer à un jour par semaine.

7. La mise sur pied de cours de recyclage et de perfectionnement.

8. La révision du système de pénalisation des caisses-chômage.

Le PSO-Yverdon soutient cette pétition et appelle les partis et syndicats à participer activement à la récolte des signatures.

Alors, Friedrich, on amalgame ?

"Le Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est (CSSOPE), qui a été constitué pour défendre le droit des opposants des pays de l'Est d'user des libertés démocratiques élémentaires, s'indigne de l'amalgame que M. Friedrich, chef du Département fédéral de Justice et Police, a jugé bon de fabriquer à l'occasion de l'expulsion du correspondant de l'agence Novosti.

"Cet amalgame, qui associe diverses activités politiques de citoyens suisses à ce qui est présenté comme une entreprise de subversion de l'agence Novosti, met en danger des libertés démocratiques en Suisse dans la mesure où les accusations portées contre des citoyens suisses contenues dans le communiqué du Département fédéral de Justice et police concernent pour la plupart des activités normales dans une démocratie de la part de militants qui affichent publiquement leur opinion.

"Nous défendons les libertés démocratiques dans les pays de l'Est parce que nous pensons qu'elles valent pour tout le monde.

"Nous constatons que l'interprétation policière de l'histoire de M. Friedrich, selon laquelle toute action politique de gauche se réduit à des conspirations et des manipulations, rejoint l'interprétation policière de l'histoire propre au stalinisme que nous combattons à l'Est.

"C'est pour le moins inquiétant. (...)"
CSSOPE, Genève et Vaud, 2 mai 1983

TOUS ET TOUTES A BERNE LE 4 JUIN !

Appel à une marche de protestation pacifique contre l'intervention US en Amérique centrale

La situation en Amérique centrale a atteint un point critique ces derniers mois :

Au Nicaragua, l'intervention des groupes contre-révolutionnaires soutenus par les Etats-Unis a pris des proportions jamais atteintes jusqu'ici. Leur but est le renversement du gouvernement et la destruction des acquis de la révolution.

Au Salvador, malgré la terreur gouvernementale, la résistance du peuple n'a pas été brisée. Elle s'est, au contraire, considérablement renforcée ces derniers mois. Sans l'appui militaire et économique massif du gouvernement Reagan, l'armée et le gouvernement salvadorien seraient proches de l'effondrement. C'est pourquoi le gouvernement Reagan a annoncé une augmentation de l'aide militaire et économique à 337 millions de dollars au total. Les souffrances du peuple salvadorien sont ainsi inutilement prolongées.

Au Guatemala, le génocide perpétré contre les Indiens des hauts-plateaux se poursuit sans répit. L'aide militaire au régime, interrompue par le président Carter en 1977, a été reprise il y a quelques mois.

Nous devons contribuer à empêcher un deuxième Vietnam. Une solidarité active avec les peuples d'Amérique

centrale - y compris en Suisse - est plus urgente que jamais.

C'est pourquoi nous exigeons :

- * Halte à l'intervention US en Amérique centrale et aux Caraïbes.
- * Solidarité avec les luttes de libération des peuples d'Amérique centrale et des Caraïbes.
- * Condamnation publique de cette politique d'intervention par le Conseil fédéral.
- * Reconnaissance de l'opposition unifiée FDR/FMLN du Salvador et de l'URNG du Guatemala comme forces représentatives de leur peuple par le Conseil fédéral.

Soutenu par (provisoirement) : PSO, PdT, PS ville de Berne, PCE, PCI Zurich-Bâle-Lausanne, POP Vaud, POP jurassien, GTS, Jeunesse socialiste, JSR-La Taupe, AJC, OSEO, Terre des hommes Schweiz, Déclaration de Berne, Centrale Sanitaire Suisse, Groupe de travail Tiers Monde Berne, Magasin Tiers Monde Hirschenegg Bâle, Mouvement théologique pour un développement solidaire, Jeunesse ouvrière chrétienne, Manifeste démocratique vaudois, Femmes pour la paix, CSSOPE Vaud, Association Suisse-Cuba, Front zur Unterstützung des Volks-widerstandes in Chile und Lateinamerika, Grupo Latino-americano Zurich, Comité Chile en Lucha, CAMUR, MIR, Codebol Lausanne, ASCR Salvador Allende, Komitee zur Verteidigung der chilenischen Kultur, Comité de soutien au peuple sahraoui, Stub Bâle.

SOMMAIRE

| | |
|--|-----|
| EDITORIAL | |
| Affaire Novosti : l'intoxe fédérale | 1 |
| POLITIQUE | |
| Caisses vides : | |
| le trésor caché de la Banque Nationale | 3 |
| Finances fédérales : et si l'on faisait enfin payer les richards ? | 3 |
| Entretien avec un "faux" réfugié : | |
| "la faim et la peur de mourir | 5 |
| Contre Vigilance et la xénophobie : | |
| succès de Marlène Dupraz | 5 |
| Friedrich contre les réfugiés : | |
| vous avez dit droit d'asile ? | 5 |
| Après les élections tessinoises : | |
| vers un débat de fond dans la gauche | 8 |
| Elections zurichoises : le recul socialiste | 8 |
| SOCIAL | |
| Ateliers publics d'apprentissage : | |
| plus actuels que jamais | 4 |
| Pétitions dans la fonction publique : | |
| vérité au-delà de la Sarine, erreur en deçà ? | 4 |
| Industrie graphique : | |
| avant une vague de licenciements ? | 4 |
| Crise et capitalisme | 4 |
| DOSSIER | |
| SOLIDARNOSC combat et débat | 6-7 |
| 1er Mai : Solidarnosc est dans la rue ! | 7 |
| INTERNATIONAL | |
| PORTUGAL : majorité ouvrière | |
| pour une politique de droite | 9 |
| Réarmement : la terrifiante logique de Reagan | 9 |
| NICARAGUA : la révolution sandiniste | |
| résiste à l'étranglement | 10 |
| A LIRE | |
| Les Coulisses du Travail | 11 |
| L'ÉVÈNEMENT | |
| Elections nationales : | |
| les "Verts" entrent dans la danse | 12 |

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

| | |
|---------------------------------|-------|
| | Fr. |
| 6 mois, enveloppe ouverte . . . | 22,50 |
| une année, env. ouverte . . . | 45.- |
| une année, env. fermée . . . | 55.- |
| une année, étranger (Europe) . | 80.- |
| abonnement de soutien . . . | 100.- |

Pour toute correspondance :
La Brèche, 8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne.
CCP 10 - 25 669

Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3 022 / 20 68 02
8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne 23 05 91
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

À PROPSO

Guatemala :

LA DICTATURE DE RIOS MONTT DÉNONCÉE

Vendredi matin 29 avril, plusieurs membres du PSO et des JSR ont occupé pacifiquement pendant deux heures le consulat du Guatemala à Lausanne. L'occupation de cette représentation - dirigée par un ancien responsable de Nestlé ! - visait essentiellement à faire connaître largement les crimes de la dictature de Rios Montt. A cet effet, les occupants ont diffusé le communiqué suivant :

"En cette veille du 1er Mai, le Parti socialiste ouvrier (PSO) et les Jeunes socialistes révolutionnaires (JSR) occupent le consulat du Guatemala à Lausanne pour dénoncer le régime d'horreur et de barbarie que fait régner la dictature de Rios Montt sur la population de ce pays. Aujourd'hui, vendredi 29 avril, ce consulat ne représente plus un bourreau aux mains couvertes de sang, mais le peuple guatémaltèque, les Indiens, les paysans pauvres, les travailleurs, les jeunes opprimés, exploités, assassinés, avec la complicité de l'administration Reagan.

"Ces huit derniers mois, les assassinats perpétrés par Rios Montt ont fait plus de 8 000 victimes. Comme le note le rapport de la commission des droits de l'homme de l'ONU, la répression au Guatemala revêt "les caractéristiques d'un projet gouvernemental de génocide. Les nouvelles les plus alarmantes concernent la destruction de plus de cent villages, l'établissement de camps de concentration dans lesquels la population est soumise à un régime de terreur et l'existence, dénoncée par les évêques du Guatemala, de plus d'un million de déplacés internes et de près d'un demi-million de réfugiés qui se sont enfuis de leur pays pour sauver leur vie".

"Le PSO et les JSR, en cette veille du 1er Mai, jour de manifestations internationales de solidarité des travailleurs du monde entier, en appellent au soutien de tous les travailleurs, des jeunes, des organisations ouvrières, humanitaires pour qu'ils contribuent au renversement de Rios Montt, cet Hitler d'Amérique centrale, en aidant l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) dans son combat contre la dictature. En Suisse en particulier, le PSO et les JSR appellent l'opinion publique, les partis de gauche, les syndicats à faire pression sur le Conseil fédéral pour qu'il décide de rompre ses relations diplomatiques et commerciales avec le régime sanguinaire de Rios Montt et qu'il s'engage à prononcer une interdiction totale d'exportation des Pilatus PC-7 de Bühlle au Guatemala, qui sont utilisés pour bombarder les populations paysannes indiennes."



Généralement bien répercutée par la presse romande, cette action aura ainsi contribué à montrer publiquement l'horreur contre laquelle se battent les révolutionnaires de l'URNG.

photo la brèche

Caisses vides :

Les banques cantonales versent une partie notable de leurs bénéfices nets aux cantons. Mais la Confédération par contre ne touche pas un centime des profits astronomiques réalisés par la Banque Nationale. Depuis quatre ans, la Banque Nationale produit annuellement un résultat positif dépassant généralement les 2 milliards de francs. Il provient entre autres des hauts taux d'intérêts des réserves monétaires en dollars placées aux Etats-Unis. Ce ne sont donc pas des bénéfices simplement comptables, ils sont bien tangibles.

Que fait la Banque Nationale de ces gains mammoth ? Elle fait comme les coupeurs de tête : elle les réduit, pour arriver à un micro-bénéfice de 7,593 petits millions répartis de la manière suivante : 1 million pour augmenter les réserves légales, 1,5 million pour le dividende maximal légal de 6 o/o versé aux actionnaires (cantons, établissements bancaires cantonaux et privés) et 5,093 millions à la Confédération, qui les ristourne aux cantons à raison de 80 centimes par habitant.

Des gains réels, quelques millions vont dans la prévoyance du personnel, une douzaine sont versés dans des réserves superflues, alors que la part du lion (en 1982 : 2 033 millions) est mise au frais, au titre de provisions pour d'éventuelles pertes sur les changes.

Le trésor caché de la Banque Nationale

Selon la loi, la tâche de la Banque Nationale est de conduire "une politique monétaire et de crédits au service des intérêts généraux du pays". Cette fonction peut à l'occasion entraîner de très grosses pertes pour le portefeuille des devises (actuellement de 31 milliards). Mais comme le souligne le professeur Erbe, spécialiste des problèmes monétaires, les réserves constituées sont malgré tout "un luxe superflu". La Banque Nationale possède notamment, grâce à son stock de 2 600 tonnes d'or, de formidables réserves latentes, d'environ 60 milliards de francs au cours actuel. Depuis 1971, elle ne fait en effet figurer ce trésor dans son bilan qu'à la valeur "légale" de 4 595,74 francs le kilo, alors que le prix effectif de l'or est cinq à six fois plus élevé ! Même si le cours du dollar s'effondrait à 10 centimes pour un franc, moins de la moitié de ces réserves latentes suffirait à couvrir la perte.

La Banque Nationale aurait donc pu verser à la Confédération et aux cantons tout — ou du moins une bonne partie — de ses bénéfices réalisés ces dernières années, sans du tout mettre en jeu sa sécurité. Si elle ne l'a pas fait, ce n'est pas d'abord à cause de la soif de l'or de ses dirigeants. Elle a agi ainsi pour aider à creuser le trou budgétaire, qui sert de prétexte à l'offensive bourgeoise de démantèlement social. Fritz Leutwiler, président de la Banque Nationale, explique ainsi les raisons de son refus de transférer ces bénéfices : "J'y vois aussi, psychologiquement, de gros désavantages (au transfert, red.). La volonté d'économiser, la volonté de mettre en ordre le ménage fédéral, serait complètement paralysée (...) Ces considérations trouvent un écho considérable au Département des Finances. A cet égard, je suis redevable du plus grand respect et de beaucoup de gratitude à notre ministre des Finances". Ainsi, les célèbres caisses vides le sont autant parce qu'il existe une volonté politique de les vider; et cette volonté est partagée par le responsable des finances fédérales, le socialiste Willi Ritschard. Quel cachotier, ce Willi : tous ses beaux discours sur la nécessité de se serrer la ceinture, alors que les coffres de la Banque Nationale sont pleins ! Telle-ment pleins que même Leutwiler a dû accorder que le versement de quelques centaines de millions de francs ne poserait pas de problèmes. Mais qu'est-ce que des centaines de millions de francs ? On va quand même pas se quereller pour des broutilles pareilles ? Allez, autant ne rien verser du tout, c'est plus simple !

Jost von Steiger

Finances fédérales :



Et si l'on faisait enfin payer les richards ?

Après que la majorité parlementaire bourgeoise a enterré une modeste imposition des riches propriétaires d'avoirs fiduciaires, le groupe parlementaire socialiste a renoncé, pour l'instant, à avancer d'autres propositions pour procurer de nouvelles recettes à la Confédération. Selon le président du Parti socialiste suisse, Helmut Hubacher, qui a fait passer cet abandon dans son groupe, les parlementaires socialistes vont se concentrer, pour le moment, sur la défense — souvent à contre-cœur — des dépenses sociales. Mais le mouvement ouvrier ne saurait renoncer ainsi à marcher sur deux jambes budgétaires, celle des dépenses d'une part et celle des recettes d'autre part.

Les milieux capitalistes sont maintenant tout occupés à imposer leurs solutions en matière de recettes et de dépenses de la Confédération. D'une part il s'agit d'inscrire, dans la loi cette fois, le blocage du personnel de la Confédération. Et d'autre part, l'initiative lancée par la droite bourgeoise, regroupée dans le "Redressement national", contre la progression à froid va être déposée.

Transférer des charges patronales sur le dos des consommateurs

L'ombre de cette initiative s'étend déjà. La commission du Conseil des Etats a décidé que désormais la progression à froid en matière d'imposition fédérale devait être complètement compensée. Ce qui est justement l'une des revendications de l'initiative. Bonne nouvelle pour les ouvriers et les employés bien payés ! Qui s'accompagne toutefois d'un trou de 450 millions par an dans la caisse fédérale, pour lequel la commission du Conseil des Etats ne propose aucune compensation...

Enfin, une commission d'experts prépare une réorganisation de l'impôt sur le chiffre d'affaires (ICHA), qui devrait permettre de libérer les patrons de quelques centaines de millions de francs d'imposition annuelle, avec évidemment une charge supplémentaire correspondante pour les consommateurs.

Les profits records, une réalité quotidienne

Cette refonte de l'ICHA est évidemment justifiée par les difficultés

économiques de nombreuses entreprises. Et l'on se garde soigneusement de dire qu'en même temps son application provoquerait, selon le principe bien connu des vases communicants, une augmentation des bénéfices des nombreuses entreprises qui engrangent de hauts profits. Nous avons déjà présenté les gains records des banques privées (voir *La Brèche* no 294 du 26 mars 1983), que nous avions estimés à 4 800 millions de francs avant impôts, ceux-ci ne représentant que 800 millions. On verra ci-contre ce qu'il en est de la Banque Nationale.

Depuis lors, les records tombent : par exemple dans la branche juteuse des assurances privées où la "Zurich-Assurance" a fait passer ses super-dividendes de 44 à 48 o/o ! Mais de nombreuses entreprises industrielles annoncent aussi des bénéfices améliorés ou des gains records. L'industrie chimique par exemple, ou l'alimentation (Lindt & Sprüngli, Nestlé) et d'autres encore. Même dans l'industrie des machines on trouve, à côté des pertes de Sulzer et de Brown-Bovery, de substantiels bénéfices comme ceux du trust Schindler.

Impôt fédéral direct : frapper à la tête

A cause de la concurrence fiscale entre les cantons, les entreprises hautement bénéficiaires sont relativement peu imposées dans les cantons. Mais même en matière d'imposition fédérale le taux maximal des impôts sur les bénéfices est limité à 9,8 o/o. Là le taux d'impôt pourrait et devrait progresser massivement, conjointement au taux de profit. Les entreprises en

difficulté ne seraient absolument pas touchées par cette mesure.

Il en va de même pour l'impôt fédéral sur les personnes physiques. La progression de l'imposition s'y arrête à 11,5 o/o pour un revenu annuel de 392 900 francs (dans les cantons, la limite supérieure de la progression est généralement bien plus basse). Ceux qui ont un revenu se situant en gros entre 50 000 et 100 000 francs sentent passer la progression à froid. Mais dès 150 000 francs pour les cantons et 392 900 francs pour la Confédération, il n'y a plus de progression à froid ! Les super-riches sont bien soignés chez nous. Président d'une banque, Eric von Schulthess, qui déclarait en 1981 3 185 000 francs de revenu et 816 millions de fortune, ne paie donc proportionnellement pas plus d'impôts qu'un directeur ayant 400 000 francs de revenu annuel.

Ici aussi la progression devrait se poursuivre vers le haut, avec une croissance massive. Cette revendication, les associations d'employés qui soutiennent l'initiative du "Redressement national", ne l'ont jusqu'à maintenant pas avancée, bien qu'elle puisse compenser partiellement la perte de recettes entraînée par la suppression de la progression à froid.

Le mouvement ouvrier ne peut rester les mains dans les poches

En outre l'absence d'impôt anticipé sur les emprunts étrangers revient quasiment à stimuler une évacuation fiscale sans problème. L'introduction d'un impôt anticipé, au moins pour les possesseurs suisses de tels emprunts est urgente.

Au lieu de devenir un spectateur passif, le mouvement ouvrier devrait, encore avant les élections nationales, entrer activement en lutte contre la politique de démantèlement social de la bourgeoisie et pour de nouvelles recettes pour la Confédération, sur le dos des richards de toutes catégories. Les revendications mentionnées ci-dessus nous semblent dans ce cadre judicieusement prioritaires.

Jost von Steiger

L'article de la revue *gewerkschaftsjugend* donne un historique des ateliers publics, présente les ateliers publics de la ville de Berne, traite de l'initiative du PSO, donnant la parole à des représentants du Comité d'initiative, des syndicats et des associations patronales.

Ruedi Epple, rédacteur de la revue, après avoir souligné la qualité de la formation donnée dans les ateliers publics et le fait qu'elle constitue une excellente base de départ pour un perfectionnement professionnel futur, en vient au problème de l'insuffisance des places dans ces ateliers.

Une place pour six demandes

"Douze apprentis sur cent préféreraient suivre leur formation dans un atelier public, selon l'enquête 'Les apprentis suisses entre la formation et la production'. Mais seuls deux sur cent y trouvent une place, comme le montre une enquête auprès des ateliers publics en Suisse.

"La forte demande de places dans ces ateliers d'une part et l'offre limitée d'autre part amènent donc ces établissements à pratiquer une sélection sévère des candidat(e)s."

La revue adopte une attitude très positive à l'égard de l'initiative pour des ateliers publics du PSO. Urs Mugglin, président de la commission "jeunesse" de l'USS et secrétaire de l'Union PTT, déclare : "Je suis par principe favorable aux ateliers publics (...) Là où l'économie privée ne prend qu'insuffisamment — ou pas — en main la formation professionnelle, ou lorsqu'elle ne peut le faire. (...) A mon avis l'USS, lors de la campagne de vote sur l'initiative pour des ateliers publics ne pourra pas se fermer à cette argumentation et pourra soutenir l'initiative, ne serait-ce qu'à cause de son propre programme de travail".

Ruedi Epple lui-même termine son article ainsi : "Le refus de l'USS de participer au lancement de l'initiative ne préjuge toutefois pas de sa position lors de la campagne de vote".

Ateliers publics d'apprentissage :

Plus actuels que jamais

"Une meilleure formation avec des ateliers publics ?", tel est le titre du numéro d'avril de la revue *gewerkschaftsjugend* (jeunesse syndicale) publié par l'Union syndicale suisse (USS). Le moment de cette publication n'est pas fortuit : la Fédération des travailleurs de l'horlogerie et de la métallurgie (FTMH) estime en effet que 5 000 des 13 000 apprentis terminant leur formation ne trouveront pas d'emploi dans leur profession. Sur les 1 600 apprentis de commerce des écoles zurichoises qui finissent leur apprentissage, 400 n'ont encore pas trouvé d'emploi.



Pétitions dans la fonction publique :

Vérité au-delà de la Sarine, erreur en deçà ?

La centaine de kilomètres qui sépare Berne de Lausanne est-elle un écran infranchissable ? On pourrait le croire en jetant un coup d'oeil sur le sort de deux pétitions de la fonction publique. Alors qu'à Berne, le courant combatif du Syndicat suisse des services publics (SSP-VPOD) réussit à imposer ce moyen d'action (cf. *La Brèche* no 292, 26.2.83), il n'en a pas été de même dans le SSP Vaud-Etat, dont la majorité de la direction a semblé se complaire jusqu'à présent dans la temporisation.

Un beau succès à Berne

En un peu plus de deux mois,

plus de 3 600 signatures ont été récoltées au bas de la pétition du SSP qui réclame, rappelons-le, une

compensation intégrale et semestrielle du renchérissement; une augmentation réelle du salaire au 1er janvier 1984 — en particulier pour les bas salaires; l'introduction de la semaine de 40 heures sans diminution de salaire et avec embauche correspondante; la levée du blocage du personnel et l'introduction de la mise à la retraite flexible. Les quatre premiers points font aussi partie de la requête de nouvelles négociations remise en même temps aux autorités cantonales.

La plus grande part des signatures — près de la moitié — provient des hôpitaux et des hospices. Cette action a trouvé un écho positif largement au-delà des militants syndiqués et les immigré(e)s n'ont pas été les derniers à signer cette pétition, qui donne ainsi un vigoureux coup d'envoi à la lutte pour les revendications des travailleurs de la fonction publique.

Dans la section du SSP Vaud-Etat, par contre, la décision du lancement rapide d'une pétition en défense des acquis et pour les 40 heures a été repoussée, puis décidée et repoussée encore. La décision la plus récente (AG du 22 avril) ne prévoit un lancement, en principe, qu'à partir de l'automne, les groupes syndicaux devant au préalable en débattre.

Or le principe d'une action syndicale sur le temps de travail est chose acquise depuis près de deux ans. Mais toute action publique décidée de l'ensemble du syndicat sur cette question est depuis lors systématiquement éludée. Et l'on s'étonne ensuite "de la morosité qui tend à gagner du terrain dans nos rangs" (Commentaires sur la situation de la section publiés par la majorité du Comité de section dans *Services publics* du 14 avril 1983) ! Cette logique du *wait and see* risque fort de faire que les travailleurs de la fonction publique perdent à l'avenir jusqu'au souvenir d'un instrument de défense de leurs intérêts appelé Syndicat suisse des services publics. Espérons donc qu'en automne le Comité de section du SSP Vaud-Etat se montrera un peu plus "bernois" que jusqu'à maintenant.

Eric Peter

** CRISE ET CAPITALISME **

Inde :

Les femmes, premières victimes de la faim

Selon *The Economist* (19 mars 1983), "la malnutrition menace de transformer l'Inde en un pays d'êtres humains biologiquement diminués". Sur 23 millions d'enfants nés chaque année, seuls 3 millions (15 o/o) arriveront à l'âge adulte en bonne santé. Pour le reste : 4 millions mourront en bas âge, 9 millions souffriront d'infirmités sérieuses, séquelles de la malnutrition, et 7 millions, d'affections moins graves également liées à la malnutrition.

L'insuffisance en protéines se double d'ailleurs de graves carences en fer : 63 o/o des enfants de moins de 3 ans sont anémiques, ce qui peut affecter le développement du cerveau.

Le gros de la population tire son alimentation en protéines de légumes secs, tels lentilles et pois. Or, les surfaces cultivées avec ces denrées sont rigoureusement les mêmes qu'en 1950, avec une population qui a doublé ! Cette alimentation de base n'est cultivée que sur les sols non irrigués : partout ailleurs les fermiers se tournent vers une production plus rentable. Les lois du marché stimulent l'organisation de la barbarie !

Enfin, ce sont les filles qui paient le plus lourd tribut à la famine. "Il y a des luttes pour manger dans chaque famille, dans lesquelles les femmes et les filles sont en règle générale discriminées." Une enquête effectuée au Bengale montre que, parmi les enfants de moins de 5 ans, les filles ont 60 o/o de "chances" en

plus de souffrir de malnutrition au troisième degré ! Conséquence : alors qu'il y a plus de femmes que d'hommes dans la plupart des pays, cette proportion est inversée en Inde (93,5 femmes pour 100 hommes) et la part des femmes ne cesse de reculer...

Postes de travail à basse qualification et maladies cardiaques

Des études effectuées en Suède et aux Etats-Unis (*El Pais*, 7 avril 1983) portant sur 5 100 personnes montrent que "les maladies cardiaques sont plus fréquentes parmi les travailleurs comme les cuisiniers, les employés de l'hôtellerie, les aides hospitaliers et les monteurs à la chaîne, qui ne disposent quasiment d'aucune influence sur la manière de mener leur travail".

A en croire le professeur A. Karasek de l'Université de Columbia (New York), "L'influence de ce facteur — le contrôle du travail — dans le développement des maladies cardiaques peut être considérée comme de même importance que fumer ou avoir un taux élevé de cholestérol". Un travailleur à la chaîne a, en particulier, 70 à 200 fois plus de chance de souffrir d'une maladie cardiaque qu'un cadre moyen.

Que faut-il entendre par contrôle de son travail ? Deux choses essentiellement : la capacité de décider et la variété des tâches à accomplir. L'absence de ce genre de contrôle provoquerait à long terme une accumulation dans le système endocrinien et hormonal de substances comme l'adrénaline, la noradrénaline et la

cortisone, prédisposant à l'hypertension et à l'infarctus.

Les petits vieux de Miss Thatcher

Le texte ci-dessous est paru cet hiver comme annonce dans le journal britannique conservateur *Daily Telegraph*. Il montre l'un des aspects les plus révoltants de la crise capitaliste en Grande-Bretagne : dans un pays qui possède assez de ressources pour mener la guerre des Malouines et pour installer des nouveaux missiles, où lords, bourgeois de la City et famille royale mènent grand train, des centaines de vieillards meurent de froid chaque jour durant l'hiver : "De nombreuses personnes âgées mettent, sans le savoir, leur vie en danger. Elles économisent sur les frais de chauffage pour avoir de quoi s'acheter à manger. Elles deviennent ainsi victimes de l'hypothermie — cette lente diminution de la température intérieure du corps humain, qui l'hiver passé provoqua la mort d'environ 20 000 vieillards. "Nombreux seront ceux qui cet hiver aussi tomberont malades ou mourront, si l'on ne fait rien.

"De nombreuses personnes vivent dans des pièces humides et glaciales. Pour elles, la misère est réalité si quotidienne que souvent, elles ne remarquent même plus qu'elles ont de plus en plus froid — jusqu'à ce qu'il soit trop tard.

"L'action 'Aidez les vieillards' fait tout son possible pour résoudre l'un des problèmes les plus urgents : la création de davantage de centres dans lesquels, durant la journée, les personnes âgées trouvent chaleur, réconfort et repas à bas prix.

AVANT UNE VAGUE DE LICENCIEMENTS ?

Depuis le début du mois de mai les travailleurs de l'industrie graphique n'ont plus de contrat collectif (CCT) : les négociations n'ont pas abouti. Et pour cause ! Du côté des employeurs le ton est au démantèlement : reconduire pour 4 ans un contrat amputé de deux annexes importantes, l'accord relatif à la compensation du renchérissement et la convention sur l'occupation au perforateur télétype.

Attaque frontale qui ne s'exprime pas seulement autour de la table de négociations par le refus d'entrer en matière sur les propositions syndicales, mais qui se concrétise aussi au niveau des entreprises par le licenciement de syndicalistes actifs, membres de commissions ouvrières. Après la liquidation de 4 personnes de confiance chez Jean Frey à Zurich et le renvoi pour de prétendus "justes motifs" du président de la commission ouvrière de la Tribune de Genève, c'est aujourd'hui la Feuille d'Avis de Neuchâtel qui passe à l'attaque. Elle vient en effet de licencier, sans motifs, une travailleuse, membre de la commission du personnel, jugée trop active dans la défense des intérêts de ses collègues, au moment où l'entreprise cherche à tout prix à rationaliser son appareil de production (plusieurs licenciements cette année et la direction ne cache pas qu'il pourrait y en avoir d'autres...).

Bien que signataire de la convention collective, l'imprimerie centrale de la FAN a depuis toujours estimé que l'application concrète du CCT était une question "d'interprétation" : correcteurs non soumis au CCT, heures supplémentaires à bien plaisir.

C'est sur toutes ces questions et d'autres encore qu'est intervenue cette travailleuse, élue depuis un an à la commission du personnel. Cela n'a pas plu. La direction préférerait des délégués qui interviennent sur la couleur des tapis et les courants d'air plutôt que sur des points précis — non respectés — du contrat collectif... Elle ne l'a d'ailleurs pas caché : son but est de liquider le syndicat dans l'entreprise, qui, selon elle, n'y a rien à faire; s'il y a des problèmes, c'est aux instances centrales de trancher.

Du côté des travailleurs et du syndicat, la réaction ne s'est pas fait attendre : la commission du personnel s'est opposée à l'unanimité à ce licenciement, des assemblées du personnel ont confirmé cette prise de position par une lettre de protestation collective exigeant l'annulation de cette rupture abusive du contrat de travail, des lettres ont été envoyées aux autorités communales et cantonales leur demandant d'intervenir, en tant qu'autorités élues et clients de l'imprimerie centrale, pour que la direction respecte les droits démocratiques. Il y a eu dénonciation publique au 1er Mai. Une plainte individuelle a en outre été déposée auprès du Tribunal arbitral pour faire annuler ce licenciement, d'autant plus scandaleux que la déléguée en question est une travailleuse enceinte, ayant déjà un enfant à charge.

Ce licenciement fait une fois de plus apparaître l'urgence d'une véritable protection de la maternité, mais surtout l'importance d'une défense intransigeante des militant(e)s syndicaux et des porte-parole des travailleurs au sein des entreprises.

Entretien avec un "faux" réfugié :

«La faim et la peur de mourir»

Pour justifier leur politique d'asile sélective, les autorités ont lancé le célèbre débat sur les "vrais" réfugiés — ceux qui fuient les persécutions politiques — et les "faux" réfugiés — ceux qui viennent en Suisse pour des raisons économiques. Vrais ou faux réfugiés : voilà bien un vrai faux débat. Non seulement parce qu'il s'agit ainsi de pouvoir en fait choisir les réfugiés "acceptables", quitte à travestir complètement la réalité, en déclarant comme le chef de la police des étrangers d'Argovie que les Kurdes ne connaissent pas de persécutions en Turquie (cf. *La Brèche* no 284 du 23 octobre 1982). Mais aussi parce que, comme l'explique le réfugié chilien avec lequel nous nous sommes entretenus, la faim et la misère sont également une forme de persécution politique, une manière de mettre au pas des milliers de travailleurs et de chômeurs.

La Brèche : Pourquoi as-tu quitté le Chili ?

Réfugié : Tu sais ce qu'est la faim ? ... C'est quelque chose de terrible. Y penser, c'est une chose, mais la vivre c'est très différent. Ne pas avoir un salaire qui suffise pour s'habiller et se nourrir. Beaucoup de familles nombreuses en sont réduites à ne manger pendant des mois que du pain trempé dans du thé.

Et puis, continuer à travailler, avec des douleurs atroces dans la tête, avoir les tempes qui battent et l'envie de se coucher n'importe où !

Il y a six mois, c'est ce que je vivais à Santiago du Chili. Je ne mangeais que deux fois par semaine et je devais travailler pour un salaire de misère, bien en deçà de la pauvreté.

* Peux-tu donner quelques chiffres sur les salaires et sur les prix ?

— C'est difficile à dire, les prix augmentent sans cesse et les salaires diminuent. On obtient toujours moins de produits avec les salaires.

D'après les lettres de mes amis, beaucoup gagnent 8 à 10 000 pesos, certains jusqu'à 20 000 par mois. Mais le loyer d'un trois pièces viable est déjà de 15 000 pesos, une paire de chaussures coûte 2 000 pesos, un litre de lait 120, un kilo de pain 50 et le ticket de bus 15. J'en connais qui avaient un emploi, mais qui ne pouvaient payer les tickets de bus, alors ils ont tout perdu.

C'est la misère partout, et pour les enfants c'est pire. Le gouvernement qui a déjà tué tant de Chiliens s'attaque même aux enfants. Avant, le Service national de la Santé donnait du lait à tous les enfants en-dessous de 6 ans et en distribuait dans les écoles. Puis il a supprimé la distribution dans les écoles et maintenant il n'en donne plus que pour les enfants jusqu'à 2 ans, 2 kilos de lait en poudre tous les 2 mois lors de la visite au centre de consultation.

* Tu avais une dizaine d'années lors du coup d'Etat de Pinochet. Qu'est-ce qui te reste de ce moment-là ?

— On est tous très traumatisés. On jouait comme des gamins dans la rue et on a entendu des avions. Mon frère qui était journaliste a crié "ce sont les fascistes". Il s'est caché et on ne l'a plus vu pendant 2 mois. Quand il est ressorti, ils sont venus le chercher et, depuis, on ne l'a jamais revu. Ma mère courait partout demander, mais elle n'a jamais eu aucune réponse. On sait qu'ils l'ont tué, mais on ne sait rien d'officiel. On reste très traumatisé.

Maintenant encore la répression continue. Tout le monde se tait. Ton voisin ou le commerçant du coin peuvent te dénoncer. Les services policiers profitent des gens qui ont peur et qui, par ignorance, vont jusqu'à contrôler et dénoncer jusqu'à leurs amis.

* Tu as pris la décision de t'exiler, comment as-tu fait ce choix ?

— En aucun cas on n'a envie de quitter sa patrie. Je me sens comme un gitan — sans logis ni avenir. On n'en tire rien, on veut seulement ne pas mourir !

Et c'est très différent des immigrés qui travaillent ici. Nous, on ne peut pas retourner chez nous. Et bien qu'on aime beaucoup notre pays, on doit dénoncer les conditions de vie là-bas.

* Comment trouves-tu l'accueil qui t'est fait en Suisse ?

— On nous offre la chance de vivre ici, dans un pays où la monnaie est très forte. Alors on envoie le peu qu'on gagne pour aider ceux qui restent là-bas, pour qu'ils ne meurent pas de faim.

Ici, j'apprends à connaître la classe ouvrière de différentes nationalités. C'est très utile. Je découvre

Interfoto



la mentalité des ouvriers de chaque pays, leur histoire et au fond, c'est la même : travailler pour un morceau de pain.

* Et la politique d'asile ?

— Je sais qu'ils veulent limiter le nombre et qu'ils disent que nous ne sommes pas des réfugiés politiques. Mais qu'est-ce que c'est d'autre que la terreur, sinon la faim et la peur de mourir !

* Et le travail que tu as trouvé ici ?

— C'est lamentable comme on nous exploite, mais c'est ça ou rien. Je travaille à la cuisine d'un restaurant 10 à 12 heures par jour, 6 jours par semaine et je gagne 1 100 francs par mois (repas déduits). J'ai cherché ailleurs, c'est pareil ou pire, on m'a même offert 800 francs. Je connais un réfugié qui ne reçoit que 700 francs pour 70 heures par semaine. Et puis je découvre le gaspillage ! Vider des assiettes pleines à la poubelle quand on pense à ses amis affamés au Chili, c'est insupportable.

* Dans cette situation, quel serait ton plus grand souhait ?

— Qu'on fasse comme au Nicaragua ou aujourd'hui au Salvador pour qu'on puisse retourner chez nous. On a beaucoup à apprendre d'eux. En Europe, vous avez beaucoup fait en 1973-1974 pour le Chili. Mais n'oubliez pas que la répression continue et la misère s'installe partout.

La solidarité avec l'Amérique centrale, c'est vital, mais elle ne doit pas faire oublier le Chili et le reste de l'Amérique latine qui subissent la même politique de Reagan : nous affamer et nous faire taire par tous les moyens.

Friedrich contre les réfugiés :

VOUS AVEZ DIT DROIT D'ASILE ?

1 389 demandes d'asile en 1978, 7135 en 1982 : les 37 fonctionnaires fédéraux que le blocage du personnel accorde au service des réfugiés sont évidemment débordés. Les demandes accordées sont en chute libre : 77 o/o des demandes l'étaient en 1978, 53 o/o en 1980, 43 o/o en 1981, 18 o/o en 1982 ! Les dossiers traînent jusqu'à 2 ou 3 ans...

En attendant, le réfugié est installé dans la précarité. A Genève, 15 o/o sont logés en appartement ("certains studios logent 2, 3 voire 6 personnes", *Journal de Genève*, 22 avril 1983), 25 o/o en foyers ou chez des amis, 60 o/o dans de petits hôtels. On leur accorde 1400 francs par mois (1800 francs pour un couple), mais l'essentiel sert à payer le logement. Le réfugié n'en voit que quelques centaines de francs. Il ne lui reste qu'un moyen de s'intégrer : trouver du travail. Or en 1982 à Genève, seuls 29 o/o ont trouvé un travail, plus des 3/4 dans des postes non qualifiés (hôtellerie, commerce). "Des banques, des magasins, des cafés refusent d'employer des noirs par suite de réclamations de la clientèle" (*Journal de Genève*).

Voilà dans quelles conditions la Suisse, paradis bancaire de l'exploitation du Tiers Monde, accorde le droit d'asile ! En d'autres temps, des campagnes massives des autorités avaient tout fait pour faciliter l'intégration, en bien plus grand nombre que les demandes actuelles. Il est vrai que les réfugiés étaient roumains, tchèques, hongrois...

Aujourd'hui au contraire, le Conseil fédéral serre la vis. La révision que propose Friedrich vise exactement à expulser les réfugiés :

* l'autorisation de travail ne sera plus accordée d'office;

* en cas de refus, le demandeur sera expulsé;

* le recours ultime au Conseil fédéral est supprimé. Or 70 o/o des demandeurs y recourent !

* les demandes "manifestement infondées" seront repoussées sans audition du requérant.

En 1979, lors de l'adoption de la loi sur le droit d'asile, le très conservateur parlement suisse avait jugé cette dernière mesure inacceptable car "ouvrant la porte à l'arbitraire". C'est exactement cet arbitraire que propose maintenant Friedrich, en faisant fi du refus du parlement.

Parler de "droit d'asile" ne tient plus que du plus simple cynisme...

M. Thévenaz

Contre Vigilance et la xénophobie :

SUCCÈS DE MARLÈNE DUPRAZ

Avec 3016 voix, soit 12,1 o/o, la candidature de Marlène Dupraz a atteint son objectif : manifester un courant d'opposition au racisme et à la xénophobie stimulés par le succès de Vigilance. Le *Journal de Genève* ("score plus qu'encourageant") ou la *Neue Zürcher Zeitung* ("succès d'estime"), qui n'ont aucune raison de lui faire des fleurs, l'ont bien compris. Tel n'est pas le cas d'autres journalistes qui stigmatisent une candidature "récupérée par des extrémistes" (*La Suisse*) ou même un "bouillon" (*Le Courrier*) — cet échec provenant selon eux du soutien ouvert que le PSO a apporté à cette candidature.

Les résultats de l'élection confirment pourtant l'importance de ce vote. Certes, le candidat vigilant Baehler obtient 5904 voix (23,6 o/o), améliorant de 2000 voix le score de Vigilance au législatif. Les résultats par quartiers sont toutefois clairs : une partie de l'électorat bourgeois a préféré voter pour les xénophobes (par ailleurs

défenseurs de l'austérité) que pour Dafflon (Parti du travail, PdT) ou Ketterer (Parti socialiste, PS). La campagne de Marlène Dupraz, réclamant que la gauche riposte à la xénophobie, en ne faisant aucune confiance à la droite pour combattre les divisions, était donc tout à fait correcte. Cela a gêné ceux qui croient encore que "tout le monde", à gauche comme à droite, est contre

la xénophobie, mais la vérité est là.

Il est vrai cependant que Marlène Dupraz aurait pu faire encore mieux si le PS et le PdT avaient placé le combat contre la xénophobie avant leurs calculs électoraux. La *Voix Ouvrière*, organe du PdT, (21 avril 1983) a ouvertement combattu sa candidature en appelant à voter "sans ajouter d'autres candidats même progressistes" et en critiquant les "élans certes généreux mais 'contre-productifs'" de son combat contre la xénophobie. Dans le même article, la *Voix Ouvrière* (VO) combat la droite, sa politique d'austérité, sa responsabilité dans la crise du logement. Très bien ! Mais c'est avec cette droite que Dafflon va gouverner la ville ! Minoritaire de surcroît. N'y a-t-il pas là tous les ingrédients "contre-productifs" qui ne vont pas empêcher la droite

d'imposer sa politique mais qui bâillonnent la gauche lorsqu'il faut ouvertement riposter aux réflexes xénophobes ?

La candidature de Marlène Dupraz n'était pas un "élan éthique" mais un appel à la responsabilité du mouvement ouvrier. La VO dit : les responsables des "rancunes xénophobes" sont la droite. M. Dupraz a dit la même chose. Mais pour convaincre les travailleurs, il faut oser combattre cette droite en toute indépendance. En refusant d'appeler à voter Dupraz, le PS et le PdT ont simplement montré qu'ils ont plus confiance dans leurs strapontins gouvernementaux et la cogestion avec les adversaires qu'en une campagne de gauche contre la xénophobie et la crise qui en est responsable.

M. Thévenaz

SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE
EN POLOGNE

Toutes les données de base témoignent d'une dégradation sensible par rapport à l'année précédente. C'est ainsi que le revenu national en 1982 a diminué de 8 o/o par rapport à 1981, qui avait déjà accusé une baisse.

La production industrielle de l'année de l'état de guerre a été inférieure de 2 o/o, la production agricole de 4,5 o/o, la construction de logements par l'Etat a baissé de 8 o/o.

Le niveau et les conditions de vie se sont dégradés plus rapidement que la production industrielle. 1982 a été l'année d'une paupérisation sans précédent de la société : le coût de la vie a augmenté de 102,3 o/o, la consommation a baissé de 15 o/o. Il est vrai que les revenus de la population ont augmenté de 63 o/o, mais le pouvoir d'achat du Zloty a diminué de jour en jour. En résultat, malgré les augmentations, les salaires réels dans l'industrie ont baissé de 25,5 o/o.

On peut et on doit même mettre en doute la véracité des données statistiques fournies par le gouvernement. (*souligné par nous*) Le dernier communiqué de l'Office Central des Statistiques édulcore sensiblement l'ampleur de la catastrophe économique provoquée par les économistes du régime militaire.

Si la production industrielle accuse une baisse de 2 o/o seulement, comment peut-on expliquer alors une si forte diminution du volume des transports d'Etat (12 o/o) ? Cette diminution est encore plus forte pour les transports routiers (20,5 o/o). Pourquoi la vente au détail des articles non alimentaires a diminué de 21 o/o ? Qu'est-il advenu de cette production ? Les considérations sur une prétendue stabilisation ou même la constatation d'une légère augmentation de la production industrielle sont également en contradiction avec les informations publiées par l'Agence Polonaise de Presse selon lesquelles, pour la première fois depuis 7 ans nous disposerions d'une réserve énergétique de 2 300 MW. D'où proviennent ces surplus puisque qu'aucune nouvelle centrale n'a été construite ? La seule explication sensée, c'est que la demande en énergie a baissé dans l'industrie.

Mais même si nous prenions au sérieux les données fournies par l'Office Central des Statistiques, elles ne seraient que la confirmation publique de l'échec du Comité Militaire de Salut National au niveau de l'économie. En comparaison avec le début de la crise aiguë (1979) le revenu national a baissé l'année dernière de 25 o/o, il a atteint, sous le gouvernement Jaruzelski, le plus bas niveau enregistré au cours de la dernière décennie.

QUELQUES CHIFFRES

Parmi les 42 produits industriels les plus importants retenus par l'Office Central des Statistiques, seuls 5 ont eu une production supérieure à celle de 1979. La production des principaux articles destinés au marché a été réduite de 25 à 45 o/o, à l'exception des produits d'entretien, lessives et savons dont la production a augmenté de 12 o/o (mais le rationnement sera maintenu). En 1982, le marché a reçu 2,4 millions de paires de chaussures en moins qu'en 1981 et 15 millions par rapport à 1975. Le potentiel productif des usines de chaussures n'est exploité qu'à 60-80 o/o. La production actuelle ne peut satisfaire la totalité des bénéficiaires des cartes de rationnement. Une personne sur trois pourra acquérir une paire de chaussures au titre du rationnement.

Au cours de trois trimestres de l'année passée, le nombre d'accidents mortels dans les mines de charbon a augmenté de 32 o/o. Selon l'Office des Mines "le manque de discipline, de paix sociale et d'ordre" serait à l'origine de cet état de choses (!) (...)

Le groupe de coordination des plans de la Commission de planification a élaboré le projet d'un plan socio-économique pour les années 1983-1985 et dont les principaux indices, par rapport aux résultats de 1980 sont formulés de la manière suivante (indice 1980 = 100) : valeur de la production totale : 94,6 dont 99,2 pour le charbon, 90,6 pour le coke; pour deux secteurs déterminants pour l'approvisionnement du marché et son équilibre : 91 pour l'industrie légère, 80,5 pour l'industrie alimentaire. (...)

Tygodnik Wojenny, no 51, février 1983

Jozef Pinior, président du RKS (Comité régional de grève) de Basse-Silésie (Wrocław), est le troisième représentant de cette région au sein de la TKK arrêté depuis l'été dernier. Il succédait à Wladyslaw Frasnyniuk, président de la région et Piotr Bednarz, vice-président de la région, tous deux condamnés à de lourdes peines de prison.

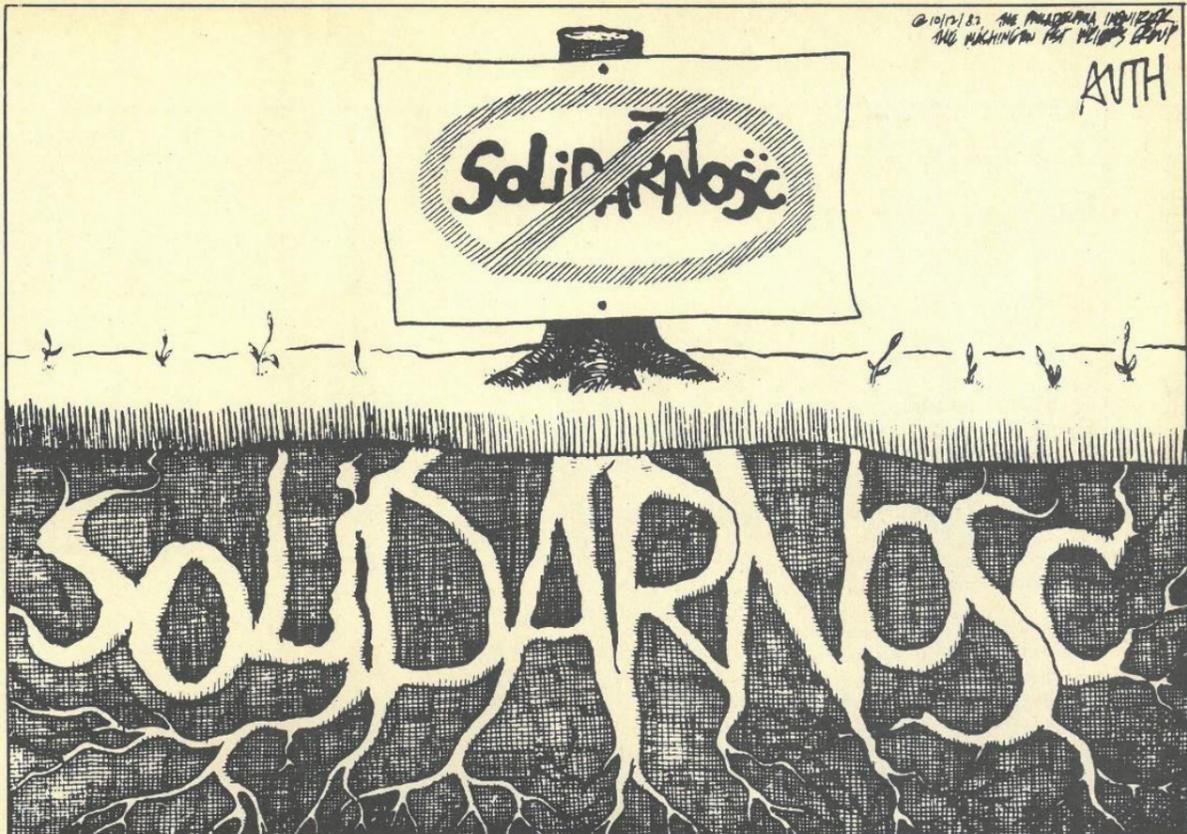
Il faut rappeler que cette hargne des forces de répression fait suite à très haut degré de combativité et à la détermination de Solidarność dans cette région.

Jozef Pinior a été arrêté à la veille du 1er Mai.

Solidarność connaît un débat très riche, expression de sa capacité d'initiative. De nombreux textes sont disponibles en français que nous ne pouvons — faute de place — publier. Le lecteur se rapportera à :

Bulletin d'information du Bureau de coordination du syndicat Solidarność à l'étranger, B.P. 112, 1040 Bruxelles, Belgique; Robotnik' 83, bulletin du Comité de coordination du syndicat Solidarność en France, 120, rue de Crimée, 75019 Paris, France (40 francs français, 10 numéros; 80 francs français, 20 numéros);

Inprecor, revue bimensuelle éditée par PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.



SOLIDARNOŚĆ

COMBAT ET DÉBAT

Les événements de ces derniers jours imposent une évidence : les travailleurs polonais n'ont pas baissé les bras.

Par deux fois durant l'hiver Jaruzelski a cherché à éparpiller la résistance ouvrière. Interdiction de Solidarność et nouvelle loi syndicale en octobre 1982, institution de la dictature militaire et procès contre le syndicat dès les premiers jours de 1983.

Mais le 22 janvier déjà la TKK (Commission provisoire de Solidarność) rendait publique sa déclaration programmatique "Solidarność aujourd'hui" et manifestait ainsi son unité renouvelée. Nous publions dans les colonnes de ce dossier des textes importants pour comprendre la lutte des travailleurs polonais aujourd'hui.



RENVERSER LA DICTATURE MILITAIRE

par Jozef Pinior



Dans la déclaration-programme qu'elle présente, la Commission provisoire de coordination (TKK) décrit la situation politique et sociale dans notre pays et fixe des orientations pour les luttes à mener. La substance de notre programme, c'est l'affirmation claire que le système n'est pas réformable tant qu'existe la dictature militaire et que le compromis entre le pouvoir et la société semble improbable sous l'état de guerre, fût-il "suspendu". Actuellement, le principal but de notre lutte est d'arriver à une situation où les réformes, et avant tout la réforme économique, seraient possibles. Cela implique des changements substantiels dans le système d'exercice du pouvoir, une rupture radicale avec les méthodes militaro-policieres du gouvernement.

Nous, dirigeants clandestins du syndicat, nous avons longtemps espéré un sursaut de lucidité de la junte. Nous n'avions pas entrepris d'actions radicales. A tout prix nous voudrions éviter que la Pologne ne devienne un Afghanistan européen. Le pouvoir a répondu en tirant sur les travailleurs à la mine Wujek, à Lubin, à Wrocław, à Varsovie, à Gdansk et à Nowa Huta. Il a répondu par la condamnation à la prison des dirigeants démocratiquement élus de notre syndicat, par l'arrestation de sept membres de sa Commission nationale, par le vol des biens syndicaux.

La persistance de la dictature, au centre de l'Europe, la poursuite de la paupérisation des 36 millions de Polonais sont une menace pour la paix en Europe. Elles font des accords de Yalta la source de troubles sociaux et de tensions internationales. C'est pourquoi ceux qui portent la responsabilité politique de la mort d'ouvriers au cours des 13 derniers mois, de la transformation de la Pologne en un camp de travail forcé, de l'aggravation de la misère, de la destruction de notre patrimoine économique, ceux-là doivent céder la place. Pour les y forcer, il sera nécessaire, à notre avis, de recourir à notre arme ultime — la grève générale.

Le recours à la grève générale ne signifie pas, pour nous, l'abandon de notre programme de réforme évolutionniste du système. Il indique seulement le moyen de briser la dictature, de parvenir à une situation qui rendra possible les réformes économiques et une évolution démocratique.

La préparation adéquate des entreprises et des quartiers en vue de la grève générale est la tâche essentielle d'une société en voie d'auto-organisation. La réussite de la grève, c'est-à-dire le retour à la voie du dialogue et du compromis, dépendra du degré de notre auto-organisation et de notre détermination.

La déclaration-programme de la TKK, que nous présen-

tons, est une tentative de tirer les leçons des expériences des 13 derniers mois. Nous voudrions que cette déclaration devienne une large plate-forme regroupant tous les groupes socio-politiques indépendants et démocratiques. Notre héritage le plus précieux est le programme d'une Répu-

blique autogérée, adopté lors du premier Congrès national des délégués. Nous pensons, malgré les expériences de l'année passée, que c'est un programme réaliste, qu'il n'y a pas d'autre alternative pour notre patrie. »

Barykada no 4, du 16 décembre 1982



"SOLIDARNOŚĆ AUJOURD'HUI", DÉCLARATION PROGRAMMATIQUE DE LA TKK



La Commission provisoire de coordination (TKK), direction nationale clandestine de Solidarność, a rendu public, les 22 janvier dernier, une déclaration programmatique intitulée Solidarność aujourd'hui.

« (...) Les réformes démocratiques qui devaient assainir les rapports sociaux et économiques constituent, pour le système actuel, un danger mortel. En gouvernant à l'aide de la peur, le pouvoir s'est condamné lui-même à la peur, face à l'explosion de la haine de la société. Aujourd'hui, notre disposition à faire des concessions a été perçue comme une manifestation de faiblesse de notre part et contribue au renforcement du système de répression. La société n'a pas le choix : la seule voie, c'est la résistance, la lutte contre la dictature.

Le but de notre lutte reste toujours la réalisation du programme du 1er Congrès national des délégués de Solidarność, (...) qui proposait l'édification d'une République autogérée :

- où le pouvoir serait soumis au contrôle de la société; dans les entreprises, ce contrôle s'exercerait par l'intermédiaire des comités d'autogestion des travailleurs; dans les communes rurales et au niveau des régions, par les comités d'autogestion territoriaux; au niveau national, par une Diète démocratiquement élue.

- une République dans laquelle des tribunaux indépendants seraient les gardiens de la légalité; dans laquelle les moyens de production seraient réellement la propriété de la société et assureraient aux travailleurs des entreprises une participation effective à la répartition du revenu produit par eux-mêmes.

- dans laquelle la culture, l'enseignement et les médias seraient au service de la société.

(...)

Cette vision de la République autogérée n'est pas en contradiction avec l'idée du socialisme, et sa réalisation ne doit pas entrer en conflit avec l'ordre international existant. Les alliances conclues par la Pologne ne peuvent préjuger de l'existence d'un pouvoir dictatorial haï de tous et qui n'offre au pays aucune perspective de développement. Cette situation constitue une menace permanente pour la paix en Europe.

La réalisation de ce programme exige l'établissement de conditions dans lesquelles le pouvoir serait contraint de rechercher un compromis avec la société. C'est seulement alors qu'il sera possible d'entamer le processus de réformes et que pourront exister les conditions pour une activité légale des syndicats, organisations et associations indépendantes représentant les intérêts de la société. Pour que le système de pouvoir en Pologne soit disposé à faire des concessions, pour que la perspective des réformes devienne réelle, il faut agir avec l'objectif de détruire l'actuelle dictature.

La résistance et la lutte contre la dictature déterminent aujourd'hui les fronts de lutte suivants :

- le front du refus;
- la lutte économique;
- la lutte pour le développement d'une conscience sociale indépendante;
- les préparatifs de la grève générale.

(...)

le 22 janvier 1983

Pour la TKK, Zbigniew Bujak, Władysław Hardek, Bogdan Lis, Józef Piniór, Eugeniusz Szumiejko (paru dans *Inprecor* no 147 du 11 avril 1983)



1er Mai 1983 à Gdansk : Solidarność défie les "zomos".



À TOUS LES TRAVAILLEURS APPEL DE LA TKK À L'OCCASION DU 1er MAI



« Au nom du Syndicat autogéré indépendant Solidarność, au nom du monde du travail polonais, nous adressons nos salutations à tous les travailleurs à l'occasion de ce 1er Mai. Les ouvriers polonais manifesteront en ce jour sous le signe de la solidarité internationale.

La fête du 1er Mai est née de la lutte pour la dignité du travail humain. Une des conséquences en a été la naissance des syndicats. En 1886, à Chicago, les ouvriers ont payé de leur vie le droit à leur propre représentation syndicale. Pour nous, Polonais, Chicago s'est répété à Gdansk en décembre 1970, en Silésie en 1981, à Lubin en 1982. Et nous sommes conscients que cela peut se répéter de nombreuses fois encore.

Dans les pays gouvernés par les communistes, le mouvement syndical a été anéanti et les organisations syndicales de façade sont totalement soumises à l'Etat-Parti-patron. En août 1980, pour la première fois dans les pays du "socialisme réel", nous avons, par notre lutte, conquis le droit aux syndicats indépendants. Menacé dans son monopole, le pouvoir communiste ne s'y est pas résigné.

Le 13 décembre 1981, la contre-révolution a frappé : à nouveau, comme il y a cent ans, le sang ouvrier a coulé. Des chars et des mitrailleuses ont été utilisés contre les gens désarmés dans le but de détruire le mouvement syndical indépendant.

(...)
Le gouvernement polonais a violé tous les accords internationaux qu'il avait signés concernant les droits des travailleurs et des citoyens. Il a rompu tous les accords contractés avec sa propre société, il a foulé aux pieds toutes les déclarations qu'il avait faites.

Solidarność ne se laissera pas détruire. Solidarność

vit et est bien ancrée dans les entreprises. Le syndicat continue son action et ne reconquera pas à la défense des droits des travailleurs, ni à la mise en place des réformes socio-économiques en Pologne. Nous luttons pour obtenir le droit à l'activité légale, la libération des prisonniers politiques, l'arrêt des poursuites contre les militants du mouvement syndical indépendant. (...)

Nous ne sommes pas isolés dans notre lutte. Dès les premiers jours d'août 1980, nous avons pu mesurer le soutien des travailleurs du monde entier. (...)

A tous les travailleurs pour qui le premier pas vers les syndicats indépendants reste encore à faire, nous adressons notre salut et nos encouragements chaleureux.

A ceux qui vivent dans les pays démocratiques, nous souhaitons de persévérer dans le développement et le renforcement d'un mouvement syndical indépendant.

Ici, en Pologne, nous ne luttons pas seulement pour nos propres affaires. Nous sommes profondément convaincus que notre lutte a une dimension universelle. Elle élargit les espaces de liberté et de justice dans le monde contemporain. Nous avons besoin de votre soutien. Le jour du 1er Mai, manifestez votre solidarité avec la lutte des travailleurs polonais. »

le 23 mars 1983

Commission provisoire de coordination du Syndicat autogéré indépendant Solidarność
Zbigniew Bujak (région de la Masovie), Władysław Hardek (région de la Petite Pologne), Bogdan Lis (région de Gdansk), Józef Piniór (région de Basse-Silésie), Eugeniusz Szumiejko (membre du Présidium de la Commission nationale)

(appel paru dans *Robotnik '83*, du 14 avril 1983)

1er Mai :

SOLIDARNOŚĆ est dans la rue !

De l'aveu même des autorités, les travailleurs polonais ont répondu dans plus de vingt villes à l'appel de la Commission provisoire de coordination de leur syndicat (TKK, voir ci-contre). Ils étaient 40 000 à Gdansk, des milliers à Cracovie, Nowa Huta, Szczecin, Varsovie, Wrocław, etc. En bravant le dispositif policier, en affrontant les lances à eau, les zomos et la police montée, ils ont montré leur volonté d'en découdre avec ce régime qui n'est pas le leur.

Dans son appel à rejoindre les manifestations qu'elle organisait le 1er Mai, Solidarność se réclamait de l'histoire du mouvement ouvrier, apportait son soutien à la lutte internationale des opprimés.

Pour la première fois depuis huit mois, depuis les manifestations du 31 août, Solidarność défie la bureaucratie dans la rue, dont le coup d'Etat du 13 décembre voulait la chasser à tout jamais.

"Il faut préparer la grève générale", ce débat traverse Solidarność durant le premier semestre de l'année 1982. Début septembre, après les grandes manifestations, le syndicat n'est pas prêt. Sans perspective d'ensemble pour continuer le combat, au niveau des mots d'ordre, des objectifs et de l'organisation, le syndicat subit de plein fouet la contre-offensive belliqueuse d'un régime aux abois.

La hiérarchie catholique, craignant de rester à quai, sautait dans le train de Jaruzelski. Ayant condamné les manifestations du 31 août, elle assistait impassible à la délégalisation de Solidarność le 8 octobre et, tournant le dos aux réactions héroïques des travailleurs de Gdansk, elle contribuait activement à l'échec de la grève générale du 10 novembre.

Un combat difficile s'engageait. Il fallait éviter la destruction des structures clandestines, la dispersion des groupes d'entreprises et des organes régionaux, la division de la direction. Il fallait compter sur ses propres forces. Les oiseaux de mauvais augure multipliaient leurs croisements : "Solidarność est mourante".

Et pourtant... dès sa libération Walesa s'attache à restaurer son autorité politique dont le clergé catholique s'était attribué le prestige durant son internement. A l'avant-scène du théâtre politique les masses suivent ses moindres faits et gestes, encouragées par son extraordinaire capacité de résistance, tandis qu'au plus profond de l'hiver polonais Solidarność se reconstitue.

Et c'est ainsi que la TKK parvient à rendre publique sa déclaration programmatique du 22 janvier 1983 (voir ci-contre) "Solidarność aujourd'hui". Ce document définit un cadre général et unitaire qui englobe les différentes sensibilités qui traversent le syndicat. Celle de Solidarność de Basse-Silésie (Wrocław), préoccupée avant tout par la construction d'une organisation syndicale clandestine dans les entreprises. Une organisation capable de développer dès aujourd'hui de puissantes luttes de masse sur des objectifs partiels, coordonnées à partir des grandes entreprises, pour renverser demain la dictature militaire au travers de la grève générale.

Comme celle de la direction clandestine de Varsovie et des Comités de résistance sociale (KOS), qui met l'accent sur la résistance passive, avec la mise sur pied d'un réseau clandestin d'information, d'édition, d'éducation, sur le développement d'une conscience sociale indépendante présentée comme un but en soi.

Pour comprendre l'importance de ce pas en avant, il faut se rappeler que la stratégie d'autolimitation du syndicat était défaits par le coup d'Etat du 13 décembre. Le courage des militants, leur unité leur permettaient au courant de l'année 1982 de restaurer un rapport de forces cassé à nouveau, faute d'alternative stratégique durant l'automne 1982.

Le programme de la TKK témoigne d'une reconstruction de l'organisation et de sa capacité politique. Les manifestations du 1er Mai expriment cette confiance en leur force des travailleurs polonais auxquels leur direction propose des perspectives.

En décembre dernier, lorsque Jaruzelski relâchait Walesa, il annonçait le procès de plusieurs dizaines de dirigeants, le procès de Solidarność, espérant ainsi diviser et démoraliser les travailleurs. Frasnikiuk, Romaszewski, quelques dirigeants ont déjà été condamnés. Mais l'essentiel des procès reste à venir; ils sont repoussés de quinzaine en quinzaine...

Et à nouveau Walesa et la TKK marchent du même pied avec les centaines de milliers de travailleurs qui sont descendus dans la rue ce 1er Mai. Après le coup d'Etat, qui devait éparpiller l'énergie révolutionnaire, et la délégalisation, qui devait briser l'organisation clandestine, après les procès, qui devaient décapiter le mouvement, Solidarność lutte et vit, combat et débat.

K. Grünberg

Après les élections
tessinoises :

Vers un débat de fond dans la gauche

* ENTRETIEN AVEC D. MOTTINI ET G. SERGI, CANDIDATS DU PSO.

Malgré la crise économique qui frappe aussi le Tessin, les élections au Conseil d'Etat et au Grand Conseil (cf. *La Brèche* no 296 du 23 avril 1983) auront révélé une étonnante stabilité du système politique. Les deux principaux partis bourgeois — le Parti libéral-radical et le Parti populaire démocratique (démocrate-chrétien) — conservent à eux deux plus de 70 o/o de l'électorat. Si cette stabilité provient en partie du système politique clientélaire, où voter pour tel ou tel parti peut avoir des conséquences très matérielles, elle est aussi le résultat de la campagne électorale de la gauche, tout entière consacrée à la dispute entre les frères ennemis du "socialisme" tessinois. Chacun de leur côté, le Parti socialiste tessinois (PST) et le Parti socialiste autonome (PSA) ont en effet cherché à convaincre l'électorat de leur capacité de "bon gestionnaire" de la crise et de l'austérité, en faisant soigneusement passer sous la table tout ce qui aurait pu évoquer la nécessité d'une réponse ouvrière à la crise.

Nous avons discuté du bilan de cette campagne électorale et des suites à y donner avec deux candidats du Parti socialiste ouvrier (PSO), Donato Mottini et Giuseppe Sergi.

La Brèche : Quelle estimation faites-vous de la campagne du PSO et de ses résultats ?

Giuseppe Sergi : Pour notre première présentation au niveau cantonal, nous avons eu des résultats satisfaisants : 0,6 o/o au Grand Conseil (658 suffrages de liste) et un peu moins pour le Conseil d'Etat. Or il s'agissait d'une campagne assez difficile pour nous, puisqu'il fallait expliquer les raisons d'une quatrième liste de gauche, à côté de celles du PST, du PSA et du Parti du travail (PdT), montrer où se situaient les désaccords. Malgré l'apparementement, la pression au vote utile était très forte et renforcée encore par la campagne du PST et du PSA. En outre nous n'avons pas bénéficié du même accès aux mass-médias que les autres partis.

* Les résultats électoraux respectifs du PST et du PSA vont-ils stimuler une discussion dans la gauche ?

Donato Mottini : Certainement. D'une part, dans le PST, il faut noter que l'élu gouvernemental n'est pas le candidat de la direction,

Luca Bellinelli, mais celui du conseiller d'Etat sortant, un homme de la droite socialiste façon Félicien Morel. Bellinelli, qui appartient à l'aile "dynamique" du PST, celle du conseiller national Dario Robbiani, a réagi très vigoureusement, en parlant de "déchirement" du parti. Ce débat interne au PST va surtout être intéressant compte tenu de l'échec de la tentative du PSA de conquérir le siège gouvernemental du PST. Le candidat du PSA, Pietro Martinelli a publiquement évoqué une "nécessaire pause de réflexion"; cela signifie que là aussi il y aura débat interne. On va donc vers une discussion entre une partie du PST et une partie du PSA dans la perspective d'une fusion. L'autre proposition d'unité de la gauche, présentée par le PdT, de création d'un parti unique non social-démocrate, a perdu beaucoup de son attraction, vu le recul électoral du PdT.

* Au-delà des résultats électoraux, comment expliquez-vous la stabilité politique du canton, alors qu'une série de problèmes se manifestent

de façon aiguë, comme les licenciements, le chômage, la formation professionnelle et l'emploi des jeunes, la spéculation foncière, l'environnement ?

Giuseppe Sergi : Ces problèmes existent, c'est sûr; le fait est que le Tessin, vu sa structure économique et son rôle de canton sous-développé, connaît un système politique clientélaire. Au moment où ces nouveaux problèmes surgissent, les gens ne voient pas comment y répondre collectivement, par l'action, par une politique syndicale active, par la mobilisation. Ils sont dans une phase où ils cherchent à résoudre individuellement ces problèmes, en se liant au système de clientèles des partis. C'est là la question de fond : le mouvement ouvrier — entre autres aussi parce que les partis ouvriers sont plus

faibles au Tessin que dans d'autres cantons suisses — est loin d'être un point de référence, une solution de rechange crédible pour résoudre collectivement les problèmes de l'emploi, de la formation professionnelle, par exemple.

A cela s'ajoute une série de divisions, comme celle qui existe entre les travailleurs indigènes et les frontaliers. La disproportion des salaires entre ces deux catégories est très forte au Tessin, bien plus forte qu'ailleurs. Le marché du travail cantonal est particulièrement "sauvage", avec des secteurs où le mouvement ouvrier est très faiblement présent, ce qui lui ôte toute possibilité de contrôle sur les salaires, les conditions de travail, l'embauche. C'est un problème fondamental.

* Quelles sont les perspectives dans cette situation ?

Giuseppe Sergi : Je crois que le mouvement ouvrier se trouve dans une position assez défensive, entre autres à cause des divisions entre travailleurs suisses, immigrés et frontaliers, dont j'ai parlé. Et ces élections n'ont pas permis que des propositions concernant l'ensemble du mouvement ouvrier puissent être largement débattues, que le problème central, "comment répondre à la crise ?" puisse être abordé. Le bilan pour notre parti est un peu différent, dans la mesure où nous avons eu cette discussion avec tous les gens que nous avons touchés. Mais du fait de la campagne des partis réformistes, centrée sur une meilleure cogestion gouvernementale, les questions que les travailleurs affrontent quotidiennement, celles qui sont liées à la crise, n'ont pas été soulevées. C'est ce qui me semble le plus négatif. Ainsi, malgré les petits signes positifs apparus sur la question du temps de travail ces derniers temps (initiative de l'Union syndicale suisse, manifestation des fonctionnaires à Berne), personne, sauf nous, n'a fait le lien entre les 40 heures et la lutte contre les licenciements.

Pour terminer, je dirai que nous allons certainement vers un débat stratégique dans la gauche. Mis à part le PST, qui continue à miser sur la collaboration gouvernementale, nombreux sont les militants du PSA, du PdT, des syndicats qui se demandent aujourd'hui ce qu'il faut faire. Nous allons intervenir dans ce débat stratégique, faire des propositions d'action et des propositions politiques. C'est là notre tâche principale ces prochains mois : proposer une activité précise à ceux et celles que nous avons touchés dans cette campagne et donner des réponses globales au débat qui va s'ouvrir dans la gauche réformatrice, en particulier dans le PSA et le PdT.



Interfoto

A gauche, Dario Robbiani; au centre le nouvel élu socialiste au Conseil d'Etat, Rossano Bervini.

Elections zurichoises :

LE REcul SOCIALISTE

Les élections zurichoises, par le nombre d'électeurs qu'elles concernent et par la place économique et politique du canton, préfigurent sans aucun doute certaines tendances des élections nationales de cet automne. Leur langage est clair : léger renforcement des partis bourgeois, reculs sévères des partis ouvriers traditionnels, gains pour les POCH et les "Verts", réapparition des xénophobes.

Au niveau cantonal, le recul du Parti socialiste (PS) est de plus de 5 o/o (de 25,1 o/o des voix à 19,9 o/o). Mais en ville de Zurich, là où se trouve sa plus grande force, le PS perd en moyenne 8,1 o/o; la même tendance se marque dans les cercles électoraux 3 et 9, 4 et 5, 11 et 12, qui sont ses bastions, où les pertes tournent autour de 10 o/o (11,8 o/o dans les cercles 4 et 5). Même évolution, à un niveau évidemment bien inférieur, pour le Parti du travail (PdT) qui

ne retrouve que le 40 o/o de son score de 1979, obtenant 0,6 o/o des voix et se faisant ainsi dépasser pour la première fois par le PSO (1 o/o des voix en ville de Zurich).

A qui donc profitent ces reculs, sanctionnant le manque d'attrait de la politique des petits pas de ces partis ? Pas prioritairement à la droite bourgeoise, dont le parti qui progresse le plus dans la ville, le Parti radical, ne gagne que 0,9 o/o des voix.

Ces voix qui manquent au PS et au PdT vont essentiellement aux POCH (+2,4 o/o en ville de Zurich), aux "Verts" (+3,5 o/o en ville de Zurich pour le Parti "Vert" et le Parti pour la paix et l'environnement) et dans une moindre mesure à l'Action nationale (+1,5 o/o en ville). Et même, mais oui, au PSO (+0,6 o/o en ville). On notera aussi que les trois sièges enlevés par les POCH l'ont été grâce à l'apparementement POCH-PdT-PSO.

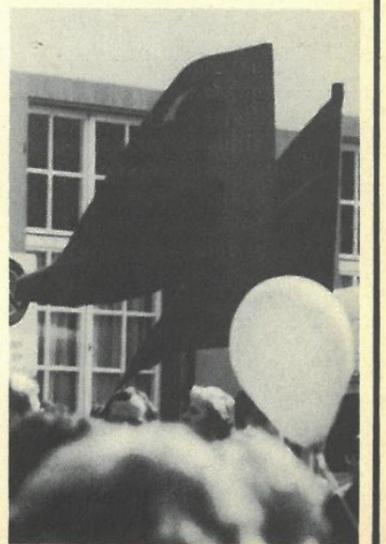
Il se dessine donc assez nettement la manifestation d'un vote d'opposition, de mécontentement confus, que les partis ouvriers traditionnels n'arrivent plus à capter, mais qui est encore loin de se porter majoritairement sur une solution de rechange plus combative et plus claire politiquement.

Eric Peter

Les résultats du PSO

| Ville de Zurich | | |
|-----------------|---------|---------|
| Cercles | 1979 | 1983 |
| 1 et 2 | 0,4 o/o | 0,6 o/o |
| 3 et 9 | 0,4 | 1,2 |
| 4 et 5 | 1,6 | 2,0 |
| 6 et 10 | 0,4 | 1,0 |
| 7 et 8 | 0,3 | 0,5 |
| 11 et 12 | 0,2 | 0,9 |
| | 0,4 o/o | 1,0 o/o |

Le PSO s'est aussi présenté au Conseil d'Etat; son candidat, Fritz Osterwalder, a réalisé un très bon score de 14 292 voix (5,4 o/o), recueillant même 8,1 o/o des voix en ville de Zurich.



Portugal :

Souvenez-vous : il y a moins de dix ans, la péninsule ibérique était encore un repaire de dictatures fascistes. Aujourd'hui, en Espagne comme au Portugal, les partis ouvriers sont majoritaires. Ecoulement d'appareils de domination anachroniques d'un côté, incontestable poussée ouvrière de l'autre ont ouvert la voie à ce renversement, qui est venu rappeler une fois encore le poids politique et social de la classe ouvrière.

En ce qui concerne le Portugal, la défaite de la droite est nette : l'Alliance démocratique (AD) au pouvoir depuis 1979 ne recueille plus que 39,8 o/o des voix, alors que les principales organisations ouvrières obtiennent la majorité absolue (54,3 o/o). Le Parti socialiste (PS) de Mario Soares se taillant la part du lion avec 36,3 o/o, l'Alliance du peuple uni (dirigée par le Parti communiste) rassemblant 18 o/o des voix.

Mais quel débouché politique le PS — qui refuse toute alliance avec le PC — offre-t-il aux travailleurs ? Un vague brouet de fades réformes fortement épicé d'austérité; quelque chose comme la politique de Mauroy multipliée par celle de Felipe Gonzalez. Tout à la recherche d'une alliance

Majorité ouvrière pour une politique de droite

avec la principale formation de droite — le Parti social-démocrate (PSD) — le dirigeant du PS, Mario Soares, s'est empressé de déclarer que "la situation exige une politique de consensus sur le plan social, institutionnel et parlementaire. Ce consensus, nous le construisons sans tabous idéologiques". D'où, par exemple, le projet de retour au privé de certaines entreprises nationalisées et l'assouplissement du droit de licenciement.

Ce discours et ces propositions trouvent évidemment une oreille attentive du côté du PSD, dont le secrétaire général a expliqué : "Le langage des socialistes est actuellement proche du nôtre. Ils sont passés de l'idée de l'autogestion à celle de la cogestion. Le PS est devenu un parti social-démocrate. Nous ajouterons, dans une coalition, une sensibilité libérale".

Mais, il y a un os dans cette perspective; il y en a même deux. Le premier, c'est que pour résoudre la crise capitaliste au Portugal sans toucher aux fondements de ce système, il faudra aller très loin : en deux ans l'inflation est passée de 16,6 o/o à 22,7 o/o, le déficit de la balance des paiements a triplé, la monnaie a été dévaluée deux fois depuis juin 1982 et le taux de chômage est de plus de 10 o/o de la population active. Pourtant le Portugal est toujours en crise et son produit national brut est toujours le plus bas d'Europe après la Turquie. C'est la raison essentielle de la méfiance du patronat portugais, qui réclame à cor et à cris qu'on lui laisse les mains complètement libres pour frapper encore et encore la classe ouvrière.

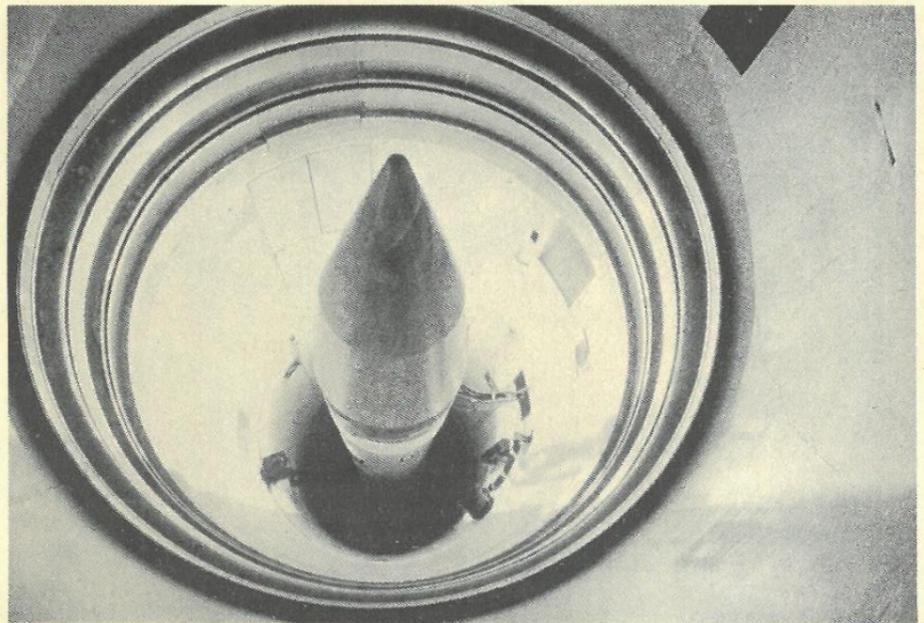
Le président de la Confédération des industries n'a pas laissé planer l'ombre d'un doute : "Comment pourrions-nous nous entendre avec Mario Soares si celui-ci ne peut rendre au secteur privé les banques et les industries nationalisées après 1974 ? (...) Pour notre part nous pourrions difficilement conclure un accord dans le cadre d'un système auquel nous ne croyons pas".

Le deuxième os, c'est la récente remontée de la combativité ouvrière, traduite par deux grèves générales en 1982. Il n'est pas sûr que le talent de l'avocat Soares soit suffisant pour convaincre les travailleurs du bien-fondé de la perte de leurs droits et de la réduction draconienne de leur niveau de vie.

Entre ces deux obstacles, le PS va naviguer à vue, au risque d'échouer son navire et, une nouvelle fois, de remettre en selle la droite.

Eric Peter

Réarmement :



La terrifiante logique de Reagan

Confronté à l'hostilité croissante des populations européennes envers ses projets de réarmement, Ronald Reagan engage aujourd'hui une offensive de charme afin d'améliorer son image de marque. Il feint tout d'abord de rechercher un accord sur l'implantation en Europe des armes nucléaires de théâtre, dans l'unique but de faire porter aux Soviétiques la responsabilité de l'échec des négociations de Genève. Le 23 mars, il se payait même le luxe d'en appeler à "la communauté scientifique qui nous a donné les armes atomiques" pour qu'elle emploie "son grand talent à rendre ces armes impuissantes et désuètes".

Ce ne sont pourtant là que des mots sans effets sur la politique internationale des Etats-Unis. C'est ce dont témoigne le dernier rapport annuel de Caspar Weinberger, secrétaire d'Etat à la Défense, qui confirme pleinement les priorités du Pentagone : restaurer la "supériorité" nucléaire américaine face à l'Union soviétique; augmenter les capacités des forces américaines à "être prêtes au combat" et à "mener la guerre"; accélérer la "modernisation" des systèmes d'armement; démultiplier les moyens d'intervention en tous les points du globe.

La réalité d'une politique

Les conséquences budgétaires du programme de Weinberger montrent bien que l'on n'assiste à aucun changement de cap. Au contraire. Pour ne prendre que cet exemple, si les parlementaires approuvent les propositions du secrétaire d'Etat, les dépenses affectées à la section "Acquisition" du budget militaire (armes, munitions et matériels annexes) devraient progresser de 24 o/o, passant de 55,2 milliards de dollars en 1983 à 68,2 milliards l'an prochain. A ce rythme, ce type de crédits devrait s'accroître de 19 o/o en moyenne par an, ce qui porterait l'effort à 85,9 milliards en 1985, 103,6 en 1986, 117,5 en 1987 et 131,4 en 1988.

Comme le constate Michaël Klare, de l'Institut d'études politiques de Washington, les dirigeants américains entendent rendre irréversible le processus engagé : "Si le Congrès accepte, en grande partie, ce programme, tel qu'il est proposé par Weinberger, il deviendra extrêmement difficile de renverser l'organisation de Reagan, quel que soit l'hôte de la Maison-Blanche en 1985" (*Afrique-Asie* du 11 avril 1983).

Acquérir une supériorité totale

Au cours de la décennie passée, le déclin économique et financier de la citadelle impérialiste a partiellement entamé l'accablante supériorité dont disposaient naguère les puissances occidentales. C'est à cette situation que l'administration républicaine entend s'attaquer en se mettant "déjà en état de guerre non déclarée", pour reprendre les termes d'une importante personnalité d'outre-Atlantique, George Kennan. La stratégie reaganienne est guidée par un seul objectif : retrouver une totale suprématie sur les plans nucléaire et conventionnel.

* A la fin du mois dernier, le chef de l'exécutif annonçait la mise en oeuvre d'un vaste programme visant à constituer un bouclier antimissiles balistiques par l'utilisation du laser, du rayon à particules et des micro-ondes. Ce que Reagan présente comme une "nouvelle stratégie de paix" constitue en réalité une accentuation terrifiante des dangers de guerre par la militarisation de l'espace. "Ce qui est proclamé", écrivait très justement le journal de Bonn, *General Anzeiger*, "c'est l'inviolabilité contre les armes de l'URSS tout en maintenant son propre arsenal de riposte massive, c'est-à-dire la supériorité militaire absolue".

S'il voyait le jour d'ici la fin du siècle, un tel plan aurait les plus graves implications.

* La course aux armements en serait relancée dans des proportions gigantesques. Les USA devraient doubler leur budget militaire s'ils voulaient atteindre leur objectif. L'intensification du programme de construction de la navette spatiale Columbia en donne un avant-goût. Cet engin — dont les médias nous ont abondamment décrit les proues-

ses techniques — est en effet la clé d'utilisation du laser. C'est en prévision du montage d'une station orbitale de tir au laser qu'elle a été conçue pour transporter une dizaine d'hommes.

* La "guerre des étoiles" américaine bouleverse la notion d'"équilibre de la terreur" sur laquelle reposaient jusqu'à présent les rapports militaires entre l'Est et l'Ouest. Ces rapports avaient pour base officielle la "destruction mutuelle assurée" (MAD), autrement dit la menace de répondre à toute offensive en Europe par des représailles massives "anticités". Désormais, l'un des protagonistes prétend ne plus respecter les anciennes règles du jeu et s'assurer une invulnérabilité ouvrant la voie à toutes les aventures.

* Cette folle logique implique le démantèlement des traités existants. Cela concerne en premier lieu l'accord antimissiles balistiques (ABM) conclu en 1972 entre Moscou et Washington, qui limitait strictement le déploiement de tels systèmes.

Chantage planétaire

Les desseins de la Maison-Blanche ne laissent aucune doute. Il reste que les concepts stratégiques qui les sous-tendent ne peuvent se concrétiser pleinement avant une vingtaine d'années. Si Reagan leur a néanmoins donné un tel retentissement, c'est dans un but essentiellement psychologique. En créant un véritable climat de guerre froide et en annonçant l'intensification de la compétition militaire entre blocs, il cherche tout à la fois à renforcer la cohésion du camp impérialiste et à justifier ses dépenses d'armement. Cette grande manœuvre-fiction est destinée à faire passer plus facilement auprès des opinions publiques la réorganisation de tout le dispositif militaire américain.

Elle trouve son pendant dans la nouvelle doctrine stratégique offensive de l'OTAN (cf. *La Brèche* no 292 du 26 février 1983). L'une et l'autre doivent être combattues sans délai.

(D'après *Rouge* no 1059 du 15 avril 1983)

Nicaragua :



Manifestation du 1er Mai 1982 à Managua.

La révolution sandiniste résiste à l'étranglement

Nous avons largement rendu compte, dans nos précédents numéros, de l'intervention militaire accrue des USA contre les peuples d'Amérique centrale, la révolution sandiniste en particulier. L'article qui suit¹ montre comment celle-ci réagit et résiste aux menaces d'étranglement, non seulement militaire mais aussi économique, que l'impérialisme fait peser sur elle.

Le 5 février à Matagalpa, Jaime Wheelock, ministre de la Réforme agraire, a tiré le bilan des résultats économiques devant plus de 10 000 volontaires qui avaient participé à la récolte du café : "Nos exportations, camarades, n'ont pas diminué. La production de café est passée de 50 000 tonnes en 1979 à 70 000 tonnes aujourd'hui. En 1981, nos exportations de viande se sont montées à 21 millions de dollars, cette année à 31 millions. Le sucre a passé de 245 000 tonnes à 265 000 tonnes en 1982. Malgré les inondations, nous aurons davantage de coton au Nicaragua. Le volume des exportations de base de l'économie nicaraguayenne — café, sucre, viande et coton — a donc augmenté cette année. Mais leur prix est bien plus bas. Si les impérialistes nous payaient le prix de 1979, le Nicaragua aurait exporté l'équivalent de 740 millions de dollars. Mais pour combien allons-nous exporter, en réalité, cette année ? Nous n'atteindrons pas les 500 millions de dollars. Nous exporterons pour environ 460 millions de dollars. Qui a pris la différence d'au moins 300 millions de dollars ? Demandez-le au gouvernement Reagan et à sa politique économique".

L'étranglement économique

Ces chiffres traduisent une réalité : la révolution, et elle seule, a libéré d'énormes énergies pour sortir ce petit pays de 3 millions d'habitants de l'enfer du sous-développement. Les produits de consommation courante connaissent, eux aussi, une importante croissance². En janvier, une mobilisation exceptionnelle de 100 000 travailleurs a permis de sauver la récolte de café, prématurément mûrie et d'atteindre le record de 140 000 quintaux.

Mais la guerre pèse sur ces succès. Il faut entretenir près de 40 000 soldats, assumer la mobilisation de la milice (à laquelle près de 800 000 personnes sur 3 millions d'habitants participent !), ce qui mobilise en permanence ressources et forces de travail aux tâches de défense et non à la production.

A cette pression militaire s'ajoutent celles des "libres mécanismes du marché" (ce "libéralisme" que la soldatesque de Reagan

prétend défendre en Amérique centrale !). Selon la Banque Mondiale elle-même, l'investissement privé, qui représentait 80 o/o des investissements sous Somoza, n'en constitue aujourd'hui plus que 10 o/o. La bourgeoisie fait la grève des investissements. La production industrielle (par ailleurs vétuste et inadaptée aux besoins sociaux) a baissé de 5,6 o/o en 1982. Mais à raison de 4,1 o/o pour le secteur nationalisé et de 11,7 o/o pour le secteur privé — qui domine encore deux tiers de la production industrielle. Sur le marché mondial — comme l'a montré le bilan cité de Jaime Wheelock — la détérioration des termes de l'échange fait perdre des millions de dollars au Nicaragua. L'impérialisme ne fait pas de cadeaux ! Au mieux, il ne consent que des prêts. Le service de la dette augmente, alors qu'il absorbait déjà 28 o/o des revenus de l'exportation en 1981. Enfin, les USA envisagent de réduire leur quota d'importation de sucre nicaraguayen, sous prétexte que celui-ci représente 2,1 o/o des importations de sucre alors que le "fidèle allié" hondurien n'en représente que 1 o/o. Une telle mesure, selon un porte-parole de l'ambassade du Nicaragua aux USA, signifierait "tuer la révolution nicaraguayenne" en lui ôtant près de 50 millions de dollars de recettes.

Le secteur public s'étend

A chacune de ces pressions, la révolution sandiniste a riposté en accroissant son contrôle sur le secteur privé. "L'économie mixte" — même si le secteur privé reste dominant dans l'industrie comme dans l'agriculture — est de plus en plus encadrée dans un contrôle quasi total du crédit et du commerce extérieur. Dans l'agriculture, le secteur d'Etat (20 à 30 o/o) est lié à un secteur coopératif en constant développement. La grande agriculture privée reste dominante dans la production clé du coton. Dans l'industrie, le secteur public atteint 40 o/o. La bourgeoisie nicaraguayenne a perdu l'essentiel de son pouvoir économique.

Dans le domaine de la consommation le secteur public assure principalement un système de santé gratuit — ce qu'aucun pays



"Le peuple répondra par des actes aux salopards. FSLN"

dépendant de l'impérialisme n'arrive à établir ! La consommation alimentaire, pourtant en progression, reste par contre inégale. Les produits de première nécessité ne sont pas rationnés. Aussi, pour bloquer toute spéculation, les Comités de Défense Sandinistes (CDS) ont commencé à organiser leurs propres réseaux de distribution (riz, haricots, maïs, huile, savon à bas prix) afin de contrôler les prix fixés par le gouvernement et de défendre par là-même le niveau de vie des masses. C'est également en collaboration avec les CDS qu'une loi a été adoptée en février prévoyant la distribution de 67 000 logements à leurs locataires, l'indemnisation de leurs propriétaires n'étant qu'exceptionnelle.

Tous ces éléments montrent la dynamique de la révolution. "Notre peuple, le peuple travailleur, sait dans quelle direction nous allons. Je demande aux ouvriers et paysans massivement rassemblés ici : où allons-nous ? Vers le socialisme !", disait Tomas Borge lors de la manifestation du 1er Mai 1982. C'est en effet le seul moyen de résister aux pressions combinées de l'agression militaire et de l'étranglement économique. Contrôler la production et le commerce extérieur, réorienter la production selon les besoins, endiguer le blocus de la bourgeoisie et de l'impérialisme — tout cela exige des travailleurs et paysans nicaraguayens un énorme effort pour prendre eux-mêmes le contrôle de leurs ressources économiques et les orienter vers la satisfaction des besoins des masses.

Quelles structures politiques ?

L'intervention militaire US et les pressions économiques impérialistes n'ont qu'un seul objectif : tenir en échec cette lutte pour la libération nationale et sociale du Nicaragua. Même s'ils ne sont pas victorieux militairement, les stratèges américains savent — ils l'ont montré à l'échelle de destructions criminelles de masse au Vietnam — que leurs menées contre-révolutionnaires aggraveront les difficultés d'un développement indépendant du pays : retard économique accru, sabotage, élimination des militants les plus combattifs dans la guerre. Ils auront beau jeu alors de donner des leçons de démocratie à un régime qu'ils ont épuisé et un peuple qu'ils ont saigné !

Reagan a déjà commencé dans cette voie. Lui qui soutient les pires dictatures du

Salvador, du Honduras ou du Guatemala, ose traiter de "totalitaire" le régime sandiniste ! La vérité est que l'opposition bourgeoise, aujourd'hui encore, a droit à une existence légale au Nicaragua, pour autant qu'elle ne participe pas directement à la contre-révolution armée. Mais la majorité de cette opposition a fait son choix. Depuis 1980, les représentants les plus significatifs de la bourgeoisie nicaraguayenne ont pris l'exil (Robelo, Chamorro, A. Cruz, A. Cesar, président de la Banque centrale, Eden Pastora) pour fonder des partis d'opposition à l'étranger. La plupart participent aux actions des "contras", excepté Robelo et Pastora (Alliance Révolutionnaire Démocratique) qui refusent de collaborer avec des somozistes et se "tiennent en réserve" pour d'autres services militaires ou politiques de l'impérialisme.

Pendant ce temps, un débat traverse le Front Patriotique Révolutionnaire, alliance de six partis de gauche dont le Front Sandiniste (FSLN) est la force principale³. Un projet de loi sur les partis est en préparation. Le PSN et le PLI réclament que les partis puissent prétendre exercer le pouvoir par la conquête d'une majorité électorale. Le PCN et le MAP au contraire critiquent le projet comme trop libéral, voulant ôter tous droits aux partis bourgeois. Le seul fait que ce débat existe, publiquement, est un démenti suffisant aux mensonges de Reagan !

Mais le débat ne se limite pas au seul rôle des partis. Celui des Comités de Défense Sandinistes et des syndicats dans les structures politiques de la révolution nicaraguayenne y est sous-jacent. La plus sûre garantie de la révolution tient en effet dans la mobilisation des masses et leur participation effective aux décisions politiques et sociales. L'extension du pouvoir réel des CDS, ainsi que de la milice, est de ce point de vue la réponse la plus efficace et la plus démocratique. Quant aux syndicats, leur rôle a été débattu lors de l'Assemblée constitutive de la Centrale Sandiniste des Travailleurs (CST), tenue en février dernier. Celle-ci souligne, à juste titre que les syndicats doivent être libres "d'élire et de révoquer leurs dirigeants", d'adopter leurs décisions par vote majoritaire et qu'ils ne constituent pas une partie de l'appareil d'Etat ou une organisation du parti, mais doivent conserver leur indépendance et viser à une centrale syndicale unique de tous les travailleurs.

L'extension de ces organes directement aux mains des masses est une tâche importante de la période à venir. Non seulement face aux pressions impérialistes, mais aussi pour combattre les difficultés qui se manifestent, inévitablement, dans ces conditions. En octobre 1982, Bayardo Arce, membre de la direction du FSLN, a dû rappeler à tous les CDS qu'il fallait combattre tout abus ou manifestation d'arbitraire de la part de responsables des CDS. Plus les structures politiques de la révolution favoriseront un contrôle direct des masses, plus ces difficultés pourront être surmontées en même temps que s'approfondit le processus révolutionnaire.

M. Thévenaz, 29 avril 1983



Sur un mur de Managua après la révolution.

1. Cet article s'appuie sur une étude plus complète de Daniel Jebrac parue dans *Imprecor* no 148 du 25 avril 1983.

2. Comparée à 1977, meilleure année du régime somoziste, la croissance est la suivante : gallons d'huile : 756 000 contre 384 000; oeufs : 88 000 douzaines contre 35 000; poisson : 2,5 millions de livres contre 300 000; porc : 11 millions de kilos contre 7 millions; poulet : 23 millions de livres contre 12 millions (même rapport de Wheelock).

3. Outre le FSLN (Front sandiniste de libération nationale), ces partis sont : le Parti socialiste nicaraguayen (PSN) et le Parti communiste nicaraguayen (PCN) — deux fractions staliniennes; le Mouvement d'action populaire (MAP, d'origine maoïste), le Parti libéral indépendant (PLI) et le Parti populaire social-chrétien (PPSC), qui a rompu avec la hiérarchie catholique parce qu'elle maintient son opposition au régime sandiniste.

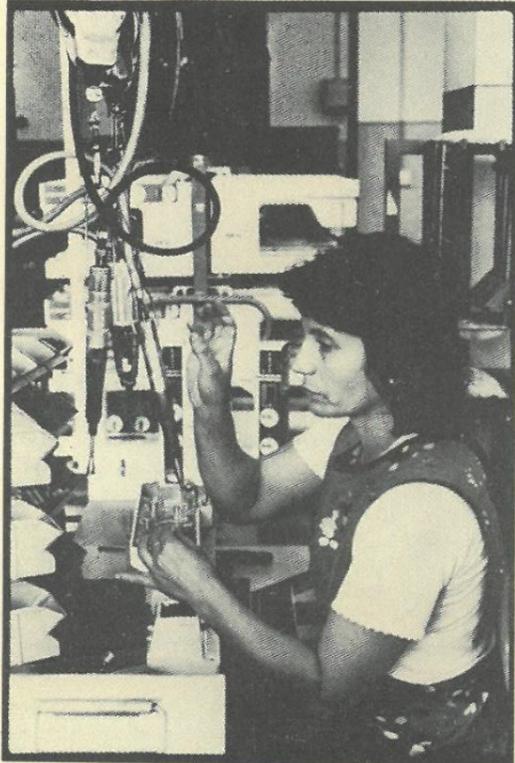
L'équipe d'Interfoto, cette agence dont les photos illustrent régulièrement nos articles, a publié l'an passé un reportage sur le monde du travail¹.

L'œil, perplexe, du photographe y fait ressortir — grâce aussi aux techniques d'impression et de développement des photos — ce que l'habitude fait généralement intérioriser aux salarié(e)s : l'inhumanité quotidienne du travail en régime capitaliste. Pas nécessairement celle qui conduit aux accidents de travail, à l'infirmité ou à la mort. Mais celle des gestes mille fois répétés, donc vides de sens; celle de la solitude dans le travail face à la machine; celle des tâches abrutissantes; celle de la hiérarchie et des petits chefs.

Les photos présentées dans ce recueil, comme leur agencement, arrivent ainsi presque à rendre tangible l'exploitation au quotidien, ces mille et unes petites choses qui nous font rentrer le soir les épaules voûtées, la tête vide, en souhaitant seulement "vivement vendredi !".

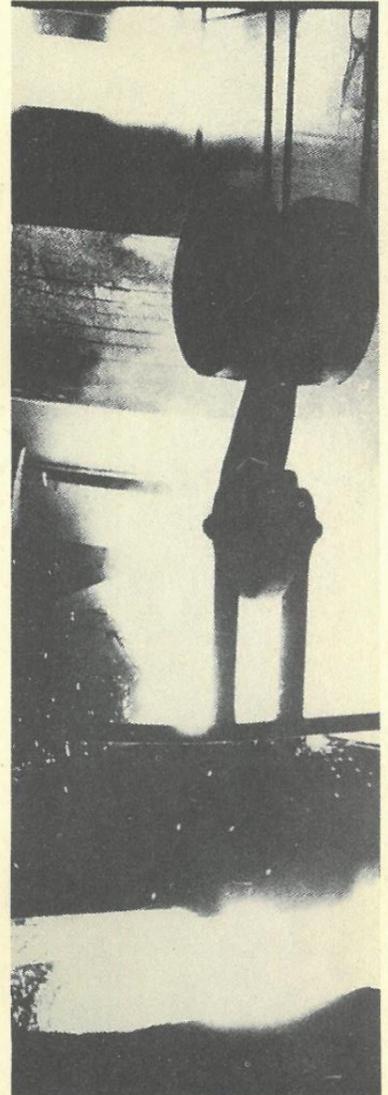
Un souhait pour terminer : que l'actualité politique et sociale permette à Interfoto d'illustrer aussi richement l'autre aspect de l'attitude des salarié(e)s face à l'organisation capitaliste du travail. Celui que Marx décrivait ainsi : "Pour se défendre contre 'le serpent de mer de leurs tourments', il faut que les ouvriers ne fassent plus qu'une tête et qu'un cœur; que par un grand effort collectif, par une pression de classe, ils dressent une barrière infranchissable, un obstacle social qui leur interdise de se vendre au capital par 'contrat libre', eux et leur progéniture, jusqu'à l'esclavage et à la mort." (*Le Capital*, Livre premier, tome 1).

Les Couloirs du Travail



"En même temps que le travail mécanique surexcite au dernier point le système nerveux, il empêche le jeu varié des muscles et comprime toute activité libre du corps et de l'esprit. La facilité même du travail devient une torture en ce sens que la machine ne délivre pas l'ouvrier du travail, mais dépouille le travail de son intérêt. Dans toute production capitaliste en tant qu'elle ne crée pas seulement des choses utiles, mais encore de la plus-value, les conditions du travail maîtrisent l'ouvrier, bien loin de lui être soumises, mais c'est le machinisme qui le premier donne à ce renversement une réalité technique. Le moyen de travail converti en automate se dresse devant l'ouvrier, pendant le procès de travail même, sous forme de capital, de travail mort qui domine et pompe sa force vivante."

Karl Marx, *Le Capital*, Livre premier, tome II



1. Interfoto, *Les Couloirs du Travail*, Ed. "Que Faire", Genève, 1982. L'exposition qui en a été tirée a été présentée du 25 avril au 6 mai au Centre de loisirs de l'USL à Lausanne. *La Brèche* a déjà publié plusieurs de ces illustrations (par exemple en page 4 et en couverture du no 296).



ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

LAUSANNE et VAUD

La Galerie, Casino de Montbenon du ve 6 au sa 28 mai : *Terre de Guerre*, le Proche-Orient de 1941 à 1982 vu par les plus grands photographes de l'Agence Magnum. du lu au ve de 14 à 19h., sa de 13h.30 à 17h. di fermé. Org. : la Fondation pour la photographie et la Galerie du Casino de Montbenon. Entrée libre.

Théâtre Municipal

du me 18 au sa 21 mai, 20h. (précises), je à 19h. : *Hamlet*, de Shakespeare, par la Comédie de Genève, mise en scène de Benno Besson. Loc. : 021 / 23 82 52 (Casino).

La Passerelle-Vidy

du ma 17 au sa 28 mai, 20h.30, me et je à 19h. : *Lenz*, de Georg Büchner, par le Théâtre Adélie. Loc. : 021 / 23 82 52.

Salle Paderewski, Casino de Montbenon

Cinéma suisse. à 20h.30. je 12 mai : *Scènes de chasse en Bavière*, de Fleischmann. me 18 mai : *Hamlet*, de L. Olivier. me 25 mai : *Hamlet*, de G. Kozintsev (URSS). je 26 : *Ludwig II*, de Syberberg.

YVERDON

Théâtre l'Echandole, Château d'Yverdon me 18 mai, 20h.30 : *Hommage à Gilles : Marie Hofner et Jean-François Monot* chantent Jean-Villard Gilles. Fr. 12.—, ét. appr. : Fr. 8.—. Un très beau spectacle. ma 17 mai, 20h.30, "Au banc d'essai" : "Le coup d'essai", de Roland Jay, théâtre, chanson, 24 artistes différents. Fr. 1.— symbolique. Loc. : 024 / 21 47 74, de 20h. à 23h.30, sauf di.

NYON

Salle de la Colombière ve 13 mai, 20h.30 : *Dollar Brand* (piano) en duo avec Carlos Ward (sax). Rens. : 022 / 61 00 04.

Cinématographe, Cinéma REX

ma 10 mai, 20h.30 : *Carmen Jones*, de Otto Preminger (USA, 1954).

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES

à 20h.30. ma 10, me 11 mai : *Raccourci*, de Jiri Menzel (Tchécoslovaquie, 1981). ve 13, sa 14 : *La Nuit de San Lorenzo*, de P. et V. Taviani (Italie, 1982). ma 17, me 18 : *Orange mécanique*, de

Stanley Kubrick (GB, 1972).

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville

ve 20, sa 21, di 22 mai, 20h.30 : *Les Aventuriers de l'Arche perdue*, de Steven Spielberg (USA, 81).

GENÈVE

Comédie de Genève, 6, bd des Philosophes jusqu'au sa 14 mai, 20h.30, je à 19h. (relâche lu) : *Hamlet*, de Shakespeare, mise en scène de Benno Besson. 022 / 20 50 01.

Musée Rath, Place Neuve

jusqu'au lu 23 mai : rétrospective *Jean Tinguely*. 10 à 12h., 14 à 18h., et aussi le me de 20 à 22h., fermé le lundi matin.

Salle Simon Patiño, 26, av. de Miremont

Cité Ciné-Club. ma 10 mai, 20h. : *Le Grand Embouteillage*, de Luigi Comencini; 22h. : *Kurata*, de Yamaguchi (Japon). ma 17, 22h. : *Barberousse*, de Akira Kurosawa (Japon).

ET Radio Zones, 19h., 101,4 Mhz, F.M., la radio qui donne la parole à ceux à qui on ne la donne jamais. Si vous avez quelque chose à dire, raconter, chanter, jouer : 023 / 20 01 93.

Lima Gina Sion

Elections nationales :



LES «VERTS» ENTRENT

DANS

LA DANSE



A six mois des élections nationales, les fronts commencent à se définir. Les partis bourgeois se préparent à de nouvelles conquêtes pour renforcer leur politique d'austérité et de réarmement. Le Parti socialiste suisse (PSS) doit compter avec un recul : sa participation étroite à la politique bourgeoise ne lui laisse que peu de possibilités d'apparaître comme une solution de rechange mobilisatrice au plan électoral. Le Parti suisse du travail (PdT) se prépare également à un recul.

Voici qu'apparaît, cependant, une force se proclamant «ni de gauche, ni de droite», écologiste et «alternative» aux partis existants. Il s'agit de la «Fédération verte» qui projette de se constituer les 11 et 12 juin prochains, en vue de présenter des listes dans de nombreux cantons. Ceux et celles qui participent à ce projet espèrent conquérir de nombreux mandats au Conseil national. Espoir nouveau ? Signe d'une volonté accrue de résistance ? Autant de questions méritant réponses et débat. D'autant que le PSO a assisté, en tant qu'observateur, aux travaux préparatoires du congrès de la «Fédération verte».

Une tentative de regroupement

Les groupes qui se sont réunis jusqu'à présent pour préparer ce congrès ont peu de dénominateurs communs, si ce n'est le slogan de l'écologie. Ainsi retrouve-t-on, par exemple :

- * des groupes issus des mobilisations antinucléaires dans le nord-est du pays, et qui projettent de nouvelles activités sur ce terrain;
- * le groupe jurassien Combat socialiste qui s'efforce, dans le cadre du mouvement ouvrier jurassien, de mener une politique contre la crise qui frappe les travailleurs et les travailleuses;
- * avant leur exclusion, les POCH, qui veulent naviguer sur la vague «verte» et constituer une fraction parlementaire commune avec les écologistes;
- * des groupes «alternatifs» venant de la Suisse primitive (Schwyz, Nidwald);
- * des associations écologistes romandes, dont le Mouvement pour l'environnement neuchâtelois (MPE) et le Groupement pour l'environnement vaudois (GPE). Ces groupes ont suivi une politique électorale sur la base de l'écologie. Cela ne les a pas empêchés de collaborer étroitement avec les partis bourgeois sur toute une série de thèmes.
- * des courants issus, soit du Parti du travail (Alternative démocratique de Lausanne animée par A.-C. Menétrey), soit de l'Alliance des Indépendants (Alternative démocratique de Berne).

Les bases de ce regroupement sont apparues assez rapidement. Hormis la question de l'écologie,

sur laquelle toutes les forces, dont le PSO, sont en gros d'accord, il a bien fallu trouver un dénominateur commun. L'écologie est certes un slogan payant dans la conjoncture actuelle. Mais il ne suffit pas pour faire un programme électoral. Il a donc bien fallu ouvrir la discussion sur le programme de la Fédération.

Les seules vraies décisions claires de ce débat ont illustré l'orientation que souhaitent imposer les courants écologistes droitiers (GPE, MPE, Parti écologiste genevois, Parti vert zurichois). Il s'agit, pour ces groupes, d'empêcher que la «Fédération verte» n'évolue vers la gauche.

Des nombreuses exclusives à gauche

Lors de la réunion du 5 mars, une seule décision tranchée fut prise. Les POCH se virent d'entrée de cause exclus de la fédération. A l'appui de ce geste, on invoqua l'argument que seuls des groupes locaux indépendants pouvaient faire partie de la Fédération. On peut véritablement se demander ce qu'il y a de local dans la position du GPE et du parti vert zurichois en faveur de la défense nationale et de la neutralité armée ! S'il y a une question qui est vraiment internationale, c'est bien celle de la politique de réarmement de la bourgeoisie !

Ce n'est pas par hasard que cette exclusion fut accompagnée d'un tir de barrage des écologistes droitiers contre la gauche. Le représentant du Parti écologiste genevois (PEG) s'éleva «contre une infiltration de la gauche».

Le conseiller national Brélaz du GPE se prononça contre «toute collaboration avec les groupes qui sont étiquetés d'extrême-gauche». Il s'adressait là non seulement aux POCH et PSO mais également aux groupes alternatifs d'origine plus combative que le GPE.

Lors de la deuxième réunion nationale, le 23 avril, les mêmes courants, alliés pour la circonstance à Alternative démocratique de Lausanne, animée par Anne-Catherine Menétrey, exigèrent une interdiction de parole pour l'observateur du PSO ! Ils se heurtèrent, cependant, à une résistance. Ils avaient, en effet, admis la présence d'un groupe vert zurichois, le Parti pour la paix et l'environnement (PFU), qui n'avait pas hésité à conclure un apparentement avec l'Action nationale lors des élections cantonales zurichois ! Finalement, on accepta la présence de l'observateur du PSO.

Cette tentative d'exclusive annonçait la couleur de la discussion. Dans un document commun du GPE, du PEG et de l'AD de Lausanne il était indiqué : «La Fédération écologiste de Suisse incarne la convergence des mouvements alternatifs et des mouvements pour la protection de l'environnement. Elle entend dépasser les oppositions classiques entre la gauche et la droite pour promouvoir l'émergence d'une société pacifique, décentralisée et respec-

tueuse de la nature. Les membres de la fédération, tout en restant autonomes, ont la volonté d'approfondir et de cultiver leurs convergences. En particulier, ils s'engagent à former un groupe commun aux Chambres fédérales, à l'exclusion de toute autre alliance. Au cas où le nombre des élus serait insuffisant pour former un groupe parlementaire, l'adhésion à un autre groupe est également exclue.» (nous soulignons). L'essentiel était dit, même si Anne-Catherine Menétrey renia, dans le cours de la séance, cette exigence. La Fédération verte ou en tout cas les groupes qui sont en train de la dominer condamnent l'unité d'action avec les forces qui luttent contre la droite et sa politique, en particulier le PSO, les POCH, le PSA et le PdT.

Le temps consacré à ces débats contre la gauche illustre le but poursuivi. Il s'agit avant tout de préparer le meilleur calcul électoral pour conquérir quelques sièges. Les temps étant propices à la droite, ne soyons pas à gauche, soyons ailleurs !

Il ne s'agit donc pas de réunir et de coordonner des forces supplémentaires pour le combat contre tous les aspects économiques, écologiques, sociaux et politiques de la crise du système du profit. Ce faisant, on tourne le dos à la volonté de résistance exprimée par

des milliers de jeunes et de salariés dans les mobilisations syndicales, les manifestations pour la paix, contre les centrales nucléaires, dans les mouvements femmes...

Cette volonté de résistance dépasse largement les courants réunis dans la «Fédération des verts». Une des tâches urgentes de l'heure est de l'ancrer parmi les travailleurs, dans les organisations ouvrières afin de remporter des victoires face à la pratique du Conseil fédéral, du lobby nucléaire et des banques.

Renforcer et unir l'action de résistance !

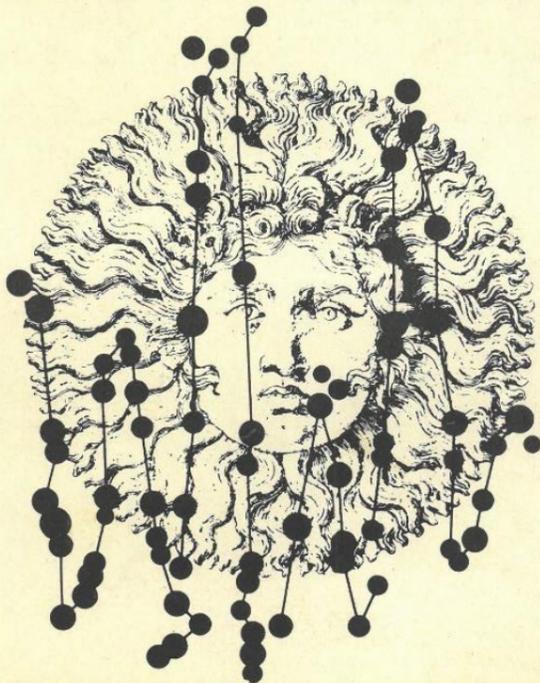
Tout changement en Suisse, tout renforcement de la résistance implique une coordination des forces et des activités. Car c'est sur le terrain prioritaire de l'action et de la mobilisation que — unis — nous pourrions faire reculer la politique bourgeoise. Dans ce cadre — que les Verts le veulent ou non — il se pose des questions politiques liées par exemple à la lutte pour une véritable protection de l'environnement contre les intérêts du profit. Gauche ou droite, ce n'est pas une question de mots ! La résistance aux attaques bourgeoises implique de se prononcer concrètement sur des problèmes comme :

- * Est-on pour ou contre le démontage social ?
- * Est-on pour ou contre les mêmes droits politiques et syndicaux pour les immigrés ?
- * Est-on pour ou contre le budget militaire ?
- * Est-on pour ou contre une diminution du temps de travail avec diminution du salaire ?

Autrement dit : la revendication de la protection de l'environnement va-t-elle rester au niveau du jeu dans un parlement totalement dominé par les bourgeois, ou fait-elle partie d'une volonté de changement social fondamental, dirigée contre les intérêts du profit ?

Ne pas prendre position clairement sur ces questions, c'est laisser le champ libre à l'offensive bourgeoise, c'est lui permettre de modifier encore plus en sa faveur le rapport de forces. Un peu de «verdure» au parlement n'y changera rien; elle n'amènera qu'une confusion politique supplémentaire sans apporter un début de réponse à l'attaque du patronat et de son Etat.

André Meylan



L'écologie ? Bien sûr ! Mais après...